

--

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : jj-pat-rey.com
sous-domaine
stats-au-monde.jj-pat-rey.com

Je précise à toutes fin utiles que cet Internet-Tribune-Libre a été écrit et constitué avant le 19/01/2019. Mais je suis bien content que les gens du peuple français (dans leur immense majorité) aient entendu raison qui est justement de ne pas donner raison aux menteurs et aux exploiters et d'une manière générale à tous ceux qui les méprisent. Et, croyez-moi, chez la plupart de ces viles personnes en question, leur mépris est profond et n'a rien de moral ! Il relève des pires instincts de domination, etc.

Bonjour à tous.

Je m'offre encore un petit cadeau : 66 ans révolus, ce 3 février 2023 ! Voilà donc déjà un bail conséquent offert par la Vie !

Malheureusement, beaucoup de gens ne vont jusque là, surtout en bon état...

Ce qui m'amène à évoquer les retraites... La réforme voulue par le gouvernement actuel de la France est purement idéologique : foin du baratin et des arguties !

Il y a déjà un moment (de nombreuses années) que les partis de la grande bourgeoisie et leurs serviteurs veulent arracher les derniers lambeaux du pacte social, établi en 1945, au lendemain d'une funeste période. Nous verrons bien comment les forces progressistes s'y opposent et défendent l'héritage ? ...

Jusqu'à maintenant, l'entreprise de démolition n'a pas cessé d'avancer. Nous avons déjà des guignols qui parlent d'un sentiment de résignation chez le peuple français ? ...
Or, moi, je pense qu'il est temps de "secouer le prunier" comme on dit chez les gens d'action, et nous pouvons considérer qu'en pseudo démocratie, seuls, les rapports de force, véritables, décident de l'issue. Tout aussi sûr est que les faibles, les corrompus ou les charognards, les suivront.

Ce qui suit ces propos liminaires, est pour servir le peuple conscient de son sort et courageux, j'envoie mes "cavaliers d'esprit" pour le soutenir.

;-)

Bonne lecture !

@+

JJPR

Incidentement, pour ceux qui ont le temps, nouvelles publications littéraires 2022 par :

https://jj-pat-rey.com/JJ-REY_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html

Sommaire :

Accès direct en ligne au numéro le plus récent de l'Internet-Tribune-Libre :

<https://jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html>

et pour toutes les années (de 2004 à 2023) par :

<https://jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html>

(Avec les illustrations en prime et une version PDF !)

- OUTRANCES ET MANIPULATIONS

par Jean-Jacques REY

- LES LUTTES SYNDICALES ONT LEURS REPÈRES POUR LEUR EFFICACITÉ !

par Guy CRÉQUIE

- LA LUTTE DES DÉCLASSÉS

par Jean-Pierre GARNIER

- ENFANCE : ÉDUCATION FINE CONTRE VIOLENCE SYSTÉMIQUE

par Alain pour Etiks Café

- BATTERIES RENOUVELABLES : ALTERNATIVE AU LITHIUM ?

par Julien pour Les Lignes Bougent

OUTRANCES ET MANIPULATIONS

Il faut résolument combattre le (néo, archéo, socio, etc.) libéralisme en économie, il additionne les catastrophes depuis des lustres.

Pour ne regarder que la France, il y a une volonté continue de manipuler l'opinion dans ce pays, et, les mass media (subventionnés) ne servent quasiment plus qu'à cela, tant la part d'une information substantielle est ténue, diluée et filtrée pour la mise en spectacle, répondant d'abord à des critères idéologiques puis commerciaux : une honte et un affront à l'intelligence commune !

On vient de nous faire tout un cinéma de mise en condition (dans le genre covid) sur les difficultés du secteur de l'énergie, notamment en production d'électricité, avec des risques de coupure de courant cet hiver. Évidemment, sans rentrer dans les détails et les analogies, tout ceci participe à la peur et l'inquiétude entretenue dans la population, particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir suprême (institutionnel) d'E. Macron dans la Cinquième République Française. Je suggère quant à moi, que la motivation principale de cette alarme est pour nous faire mieux accepter ; d'une part, « **l'incontournable** » **nécessité du nucléaire dans la génération d'électricité** ; d'autre part « **d'inévitables** » **augmentations de prix dans sa fourniture**. Ce patatras et ce micmac viennent en fait des orientations stupides prises par des technocrates dans les institutions européennes, engluées dans l'idéologie néolibérale : concernant l'économie, j'insiste, rien à voir avec les libertés fondamentales en démocratie. Ainsi ces illuminés ont « préconisé » d'aligner les cours de l'électricité sur ceux du gaz : (Marché européen de l'électricité) ? ... Cherchez la correspondance, moi, je manque de pouvoir d'expertise ; mais je trouve que c'est complètement nul comme invention !

Pour mieux apprécier, voir l'info sur ces pages Web par exemple :

- **Marché intérieur de l'énergie (Europe)**

[fr.wikipedia.org/wiki/Marché_intérieur_de_l'énergie_\(Europe\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Marché_intérieur_de_l'énergie_(Europe))

- **Peut-on vraiment déconnecter les prix de l'électricité de ceux du gaz en Europe ?**

latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/peut-on-vraiment-deconnecter-les-prix-de-l-electricite-de-ceux-du-gaz-en-europe-906271.html

Relié à cette actualité, il faut garder en mémoire que la France est un des plus mauvais élèves en Europe pour le développement des énergies renouvelables, alternatives à celles provenant des ressources fossiles (charbon et lignite, gaz, pétrole, principalement). Ainsi, actuellement, notre pays n'a qu'un seul parc important d'éoliennes en mer ; alors que d'autres pays européens en ont déjà des dizaines. Le poids des lobbies du nucléaire n'explique pas tout. Certes nous avons certainement une ankylose administrative, légendaire ; mais de toute évidence, nous avons aussi des mentalités « con-gelées » chez les décideurs. En parallèle et malgré son importance, il apparaît que notre **parc de centrales nucléaires est dans un état de vétusté lamentable**, frisant l'état d'urgence, lui aussi !

Rien que cela amène à se poser des questions (et pas besoin d'être grand clerc) sur la pertinence des privatisations successives de nos services publics à la française. Ils ont été dépecés, ils sont pilotés par des « extra-terrestres » sortis de leurs boîtes à combines, faussement à la mode, et tout le monde en subit les conséquences aujourd'hui...

D'après ce que j'ai vu et enregistré depuis des décennies, en ma qualité de citoyen lambda qui pense par lui-même, c'est pour résumer une situation catastrophique à tous les échelons. Et dire qu'il y a des ahuris qui appelle ça, le progrès !

Il me vient même à l'idée, de qualifier cette « vente à la découpe » de trahison d'État...

Je considère que si les services essentiels à la société française et les produits de première nécessité sont tellement impactés par les dites « lois du Marché », il n'y a plus lieu de les respecter. L'intérêt national doit prévaloir sur les intérêts privés, surtout quand ces derniers sont commandés in fine par des impérialismes étrangers... Sinon autant laisser des fous commander la nef !

Pour continuer à dénoncer le cinéma et les manipulations, **visant à modifier les fondamentaux de nos valeurs de société**, et cela, sans parler des problèmes récurrents de nos services de santé dont l'Hôpital public en particulier, notons et décrions maintenant le travail de sape dans notre modèle social : sur les sujets des pensions de retraites (dont une grande partie sont minimales) ; de l'assurance-chômage (deux tiers des privés

d'emploi ne sont pas indemnisés déjà...) ; de la Sécurité sociale (avec de multiples travers et déremboursements) ; et enfin, des divers revenus de redistribution, dont la plupart sont en dessous du seuil de pauvreté, ne garantissant guère un minimum décent de ressources pour existence et même pas du tout, en ce qui concerne le « Revenu de Solidarité Active » (invention "géniale" promue, il y a quinze ans dès lors, par monsieur **Sarkozy de Nagy Bocsa** : devenu justiciable depuis) dont on est en train de durcir les obligations afférentes sinon les conditions d'attribution (déjà humiliantes) pour créer une catégorie de salarié au rabais, sensés diminuer les coûts de main d'œuvre et colmater peut-être les brèches dans les effectifs de collectivités territoriales ou le tissu associatif : inventaire non exhaustif sans doute... Cela déjà été fait, ailleurs et ici, avec toute la ribambelle des contrats aidés (C.E.S., C.R.E, C.U.I, etc. en France) qui ne comptaient pas pour les droits à retraite et qui ont donc fait un maximum de « cocus » ! ...

Le gouvernement de E. Macron est tout simplement en train de vouloir parachever l'œuvre de démolition, entreprise en 2007 par l'ancien président délinquant, au sujet du programme du Conseil National de la Résistance. Vous remarquerez que, toujours imaginatif en provocations, ce club de distingués "reptiliens" aux visées saugrenues, sous l'injonction de son « grand timonier », a repris le fameux sigle **C. N. R.** pour Conseil National de la Refondation... Voilà un programme ambitieux, c'est vrai (dans les mots), ma foi ! Et ils n'ont aucune légitimité pour le faire, au vu des dernières élections au suffrage universel et avec une base électorale, justement, fort étriquée.

La colique néolibérale continue de plus belle donc, et le peuple français serait bien avisé de ne plus se tortiller en dessous !

Cela écrit, notre attention est noyée quotidiennement par des trombes de sujets sociétaux et de faits divers, sans parler des effets du changement climatique (...) ; alors que le véritable problème, pesant sur les relations humaines, est basement économique. C'est lui qui déclenche les guerres et les crises, tout comme il agresse le milieu naturel, épuisant les ressources de la Terre. Tant qu'on ne solutionne pas ça, on fait des ronds dans l'eau pendant que pleuvent les bonnes intentions. Nous avons des politiques minables et tout un réseau de faux semblant. Mettons fin aux considérations de profits pour mieux profiter de la vie. La santé : mentale aussi bien que physique, passe avant l'argent qui n'est, lui, qu'un jeu d'illusions comme les religions... Toutes les apparences du profit, en particulier financier, ne servent que la domination de quelques uns sur tous les autres, qui n'est d'aucune nécessité à l'intelligence humaine, même en tenant compte de la sélection naturelle !

Jean-Jacques REY

jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html

Avec toujours le même objectif, voilà une aide pour une meilleure compréhension d'enjeux cruciaux :
des précisions sur des évolutions systémiques en cours, sans oublier des paradis tropicaux perdus,
ainsi neuf articles de fond pour mieux cerner les grands clashes à venir...

Réforme des retraites : les huit arguments fallacieux du gouvernement pour reculer l'âge de départ

PROTECTIONS SOCIALES ; 2 janvier 2023 par Maÿlis Dudouet

basta.media/Reforme-des-retraites-les-huit-arguments-fallacieux-du-gouvernement-pour-reculer-l-age-de-depart

Ministres et membres de la majorité multiplient les déclarations chocs pour tenter de convaincre de la nécessité d'une nouvelle réforme des retraites. *Basta!* fait le tri entre arguments sérieux et ceux qui sont de mauvaise foi.

.../...

N°1 : Le système de financement des retraites serait en déficit

« *Nous avons aussi dit qu'il n'y avait pas de totems, que nous étions prêts à examiner, avec un double objectif absolument majeur : à la fois, améliorer notre système, parce qu'il est injuste et n'est pas lisible, et le redresser puisqu'il est en déficit.* »

Olivier Dussopt, ministre du Travail, 30 novembre 2022, dans Les 4 Vérités sur France 2.

Non, le système de financement des retraites n'est pas en déficit. En tout cas plus maintenant. Le déficit était de 13 milliards d'euros en 2020 mais, un an plus tard, les caisses de retraites étaient excédentaires de près de 900 millions d'euros, d'après le rapport annuel du Conseil d'orientation des retraites (COR) publié en septembre 2022. Le Conseil, composé de parlementaires, de chercheurs, de représentants de syndicats et des administrations, a pour fonction de remettre régulièrement ses analyses et recommandations à la Première ministre. Cette amélioration des finances « s'explique en très grande partie par la croissance importante des ressources due au rebond de l'activité, alors que l'effet de la surmortalité des retraités liée à la Covid sur les dépenses de retraite est resté limité ». Le COR estime l'amélioration « se prolongerait » en 2022 avec « un excédent de 3,2 milliards d'euros. » En revanche, les prévisions sont plus pessimistes, avec un risque de déficit d'ici dix ans.

Le gouvernement a donc tort lorsqu'il conjugue le déficit au présent, puisqu'il se base

sur les prédictions du COR sur les 25 prochaines années, alors même que l'organisme prévoit un retour progressif à l'équilibre « dans trois scénarios sur quatre » d'ici 2070, **dans le cas où la contribution de l'État resterait constante**. Une phrase de mise en garde s'est d'ailleurs glissée au détour du rapport : « **Les résultats de ce rapport ne valident pas le bien-fondé des discours qui mettent en avant l'idée d'une dynamique non contrôlée des dépenses de retraite.** »
« Le système n'est pas du tout en danger comme le laisse entendre parfois le gouvernement »

.../...Une analyse partagée par **Yvan Ricordeau**, secrétaire national à la **CFDT** en charge du dossier des retraites : « À partir du rapport du COR, on peut conclure que la question du financement est tout sauf dramatique. »

N° 2 : Il faudrait allonger la durée du travail pour ne pas baisser les pensions

« *On ne veut pas augmenter les impôts des Français, on ne veut pas baisser les pensions des retraités, donc il faut allonger un petit peu la durée du travail.* »

Olivier Véran, porte-parole du gouvernement, le 6 décembre 2022 dans *Les 4 Vérités, France 2*.

Le gouvernement part d'un postulat : le recul de l'âge légal de départ à la retraite serait la seule possibilité pour financer les retraites. Il exclut d'emblée les solutions alternatives. C'est un « **choix politique** » selon l'économiste **Michaël Zemmour**.
« *En fait, tout est possible, assure le chercheur. Ce que prévoit le gouvernement, c'est de baisser le niveau de financement des retraites. Le déficit ne vient pas d'une augmentation des dépenses : pour l'instant, il vient d'une baisse du financement. Mais on pourrait choisir différents moyens pour maintenir le financement à son niveau actuel.* »

Parmi les options : le maintien d'une participation plus élevée de l'État dans le financement des retraites, ou encore une légère augmentation des cotisations. Il serait aussi possible d'étendre les cotisations à des parties de rémunérations qui en sont aujourd'hui exemptées, « *comme la prime Macron ou l'épargne salariale* », ajoute Michaël Zemmour.

Il y a donc plus d'un levier pour remédier à de prochains déficits. Le recul de l'âge de départ en est un parmi d'autres. « *Pourquoi ne pas augmenter des cotisations, ce qui pourrait être assez indolore, au moins pour les plus gros salaires ?* » interrogeait la sénatrice socialiste des Landes et membre du COR, **Monique Lubin** sur *Public Sénat*, début décembre.

La grande absente du débat, c'est la **réforme Touraine, votée en 2014 et appliquée depuis 2020**, qui **prévoit déjà un report progressif de l'âge de départ à la retraite à taux plein**. Plus précisément, la mesure prévoit d'augmenter la durée de cotisation d'un trimestre tous les trois ans entre 2020 et 2035. « *On en observera pleinement les effets que dans une dizaine d'années, donc on n'a même pas fini les réformes précédentes* », note Michaël Zemmour.

.../...

Vite, la réforme ne peut plus attendre. C'est un des éléments répétés à l'envi par les représentants de la majorité. Dans les faits, que risque-t-on ? « Le système n'est pas au bord de la faillite. Il n'y a à la fois pas d'urgence et pas de danger », répond Michaël Zemmour.

Alors, pour quelle raison le président Emmanuel Macron souhaite-t-il réformer à tout prix notre système de retraite ? L'économiste avance une explication : « *Le gouvernement pose cette réforme comme urgente pour se servir de la réforme des retraites afin de compenser les baisses d'impôts aux entreprises. En accordant beaucoup de baisses d'impôts de production dans les dernières années, il s'est*

engagé à récupérer de l'argent sur la réforme pour compenser ces baisses. C'est ça qui la rend urgente. Ce n'est ni la situation du système de retraite ni la situation du marché du travail. » .../...

L'Allemagne, grande perdante du conflit ukrainien

par Marco D'Eramo ; 02 août 2022

lvsl.fr/lallemagne-grande-perdante-du-conflit-ukrainien/

Alors que la guerre en Ukraine s'enlise, un nouveau rideau de fer s'est édifié entre l'Occident et la Russie. Or, **cette dernière contrôlant nombre de ressources indispensables pour nos économies contemporaines, les conséquences des sanctions s'annoncent extrêmement lourdes.** Le « bloc allemand », un ensemble de pays s'étendant de l'Europe centrale à la Belgique, est particulièrement exposé aux difficultés à venir.

Article de Marco D'Eramo, journaliste italien, publié par la *New Left Review*, traduit par Alexandra Knez et édité par William Bouchardon.

Quel que soit le vainqueur, il est de plus en plus difficile de savoir ce que signifierait gagner la guerre en Ukraine. Plus les destructions sont importantes, plus le conflit semble insoluble.

Avec un nombre croissant de morts et une escalade des sanctions, les objectifs des belligérants semblent de plus en plus impénétrables.

Qu'est-ce que la Russie gagnerait à annexer un recoin dévasté de l'Ukraine, par rapport à tout ce qu'elle y perdrait ?

Pourquoi l'Ukraine s'épuiserait-elle à conserver une région qui ne veut pas être détachée de la Russie ?

Et à quelles fins l'OTAN érigerait-elle un nouveau rideau de fer, consolidant ainsi un bloc russo-chinois doté à la fois de matières premières et de technologies avancées ?

Certes, depuis un certain temps, les États-Unis et leurs alliés mènent des guerres dans lesquelles la victoire est impossible à envisager. A quoi aurait ressemblé une victoire en Irak ? Si cela impliquait de transformer le pays en une sorte de copie musulmane d'Israël, cela n'a jamais été une issue réaliste. Finalement, le pays a été livré à la sphère d'influence iranienne, tandis que l'Afghanistan a été abandonné au Pakistan et à la Chine. Et nous ne mentionnerons même pas la guerre civile syrienne... Pourtant, s'il est difficile d'identifier un vainqueur potentiel en Ukraine, il est plus facile de repérer les perdants potentiels. Comme nous allons le voir, l'un d'entre eux sera probablement ce que l'économiste australien **Joseph Halevi** a appelé le « **bloc allemand** », c'est-à-dire un ensemble de nations économiquement interconnectées s'étendant de la Suisse à la Hongrie.

La Russie, source de nombreuses ressources indispensables

Bien sûr, nous sommes tous plus ou moins perdants dans la conjoncture actuelle. Au début de l'invasion, tout le monde se préoccupait avant tout de l'approvisionnement en gaz et en essence. Ce n'est que plus tard que l'on a appris que la Russie et

l'Ukraine représentent 14% de la production mondiale de céréales et jusqu'à 29% des exportations mondiales de céréales. Il a été révélé par la suite que ces deux États fournissent 17% des exportations de maïs et 14% de celles de l'orge. Les analystes ont aussi réalisé que 76 % des produits à base de tournesol dans le monde provenaient de ces deux pays. **La Russie domine également le marché des engrais, avec une part mondiale de plus de 50 %,** ce qui explique pourquoi **le blocus a causé des problèmes agricoles jusqu'au Brésil.**

D'autres surprises nous attendaient. La guerre a touché non seulement les secteurs du pétrole et du gaz, mais aussi celui du nickel. La Russie – où se trouve Nornickel, un géant du secteur – a produit 195 000 tonnes de nickel en 2021, soit 7,2 % de la production mondiale. L'invasion de l'Ukraine, combinée à une demande accrue pour le nickel utilisé dans les lignes à haute tension et les véhicules électriques, a fait monter les prix en flèche. Parallèlement, **l'industrie des supraconducteurs, qui produit des calculateurs et des puces informatiques, a été fortement touchée.** L'industrie sidérurgique russe envoyait en effet du gaz néon en Ukraine, où celui-ci est purifié pour être utilisé dans des procédés lithographiques tels que le marquage de microcircuits sur des plaques de silicone. Les centres de production les plus importants sont **Odessa** et **Marioupol** (d'où la lutte acharnée pour ces régions). L'Ukraine fournit 70 % du gaz néon du monde, ainsi que 40 % du krypton et 30 % du xénon ; ses principaux clients sont la Corée du Sud, la Chine, les États-Unis et l'Allemagne. **L'approvisionnement en plusieurs autres métaux « critiques » est également menacé,** comme l'a indiqué le **Columbia Center for Global Energy Policy** en avril :

« D'autres métaux stratégiques impactés par cette crise avec la Russie sont le titane, le scandium et le palladium. Le titane est crucial pour les secteurs de l'aérospatiale et de la défense. La Russie est le troisième producteur mondial d'éponge de titane, matière essentielle pour la fabrication du titane. Largement utilisé dans les secteurs de l'aérospatiale et de la défense, le scandium est un autre métal clé pour lequel la Russie est l'un des trois plus grands producteurs mondiaux. Le palladium est l'un des minéraux essentiels les plus touchés par la crise ukrainienne, car il est un composant indispensable aux industries de l'automobile et des semi-conducteurs et la Russie fournit près de 37 % de la production mondiale. Le palladium russe illustre l'une des principales caractéristiques géopolitiques des minéraux précieux : Les approvisionnements alternatifs sont souvent situés dans des marchés tout aussi problématiques. Le deuxième plus grand producteur de palladium est l'Afrique du Sud, où le secteur minier est en proie à des grèves à répétition depuis dix ans. »

Des sanctions inefficaces

Chaque jour, donc, nous découvrons de nouvelles difficultés à séparer la Russie de l'économie mondiale. Cela s'explique en partie par le fait que les sanctions se sont avérées moins efficaces que prévu, malgré les efforts tenaces des États-Unis et de l'Union européenne. À ce jour, il y a eu au moins six séries de sanctions successives, chacune plus draconienne que la précédente : l'expulsion de la Russie du système financier international géré par SWIFT ; le gel des réserves étrangères de la Banque centrale russe, qui s'élevaient à environ 630 milliards de dollars ; le gel de 600 millions de dollars déposés par la Russie dans des banques américaines, et le refus d'accepter ces fonds comme moyen de paiement de la dette extérieure russe ; l'exclusion des banques russes les plus importantes de la City de Londres ; et la restriction des dépôts russes dans les banques britanniques.

.../...

Paradoxalement, toutefois, certaines sanctions ont joué en faveur de Moscou.

L'embargo sur le pétrole et le gaz a augmenté les revenus russes en raison de la hausse des prix qu'il a provoquée, tandis que les observateurs étrangers notent que les rayons des supermarchés russes semblent toujours aussi bien garnis. Au cours des quatre premiers mois de l'année, la balance commerciale de la Russie a enregistré son plus fort excédent depuis 1994, soit 96 milliards de dollars. Après son effondrement initial durant les premiers jours de la guerre, le rouble s'est progressivement redressé, de sorte qu'il vaut aujourd'hui plus que l'année dernière.

En 2021, il fallait 70 roubles pour acheter un dollar. Le 7 mars, jour le plus critique pour la devise russe, ce chiffre avait presque doublé, mais il est aujourd'hui retombé autour de 60.

L'inefficacité relative des sanctions était prévisible. Si des décennies de guerre économique se sont révélées incapables de faire tomber des régimes comme celui de Castro à **Cuba** (visé depuis plus de 70 ans), du **Venezuela** bolivarien (30 ans) ou de Khomeini en **Iran** (42 ans de sanctions américaines, auxquelles il faut rajouter une dizaine d'années de mesures internationales), il est difficile d'imaginer comment elles pourraient provoquer un changement de régime dans un pays comme la Russie, qui s'est de plus préparée à cette éventualité en modernisant ses capacités industrielles. **Malheureusement, plus les sanctions sont inefficaces, plus la guerre s'éternise, passant d'une escalade à l'autre, et creusant des divisions qui semblent toujours plus irréparables**. Nous pouvons d'ores et déjà supposer que les relations avec la Russie seront interrompues pendant au moins quelques décennies, une situation bien fâcheuse pour tout Occidental qui n'a pas eu la chance de visiter Moscou et Saint-Pétersbourg. Un nouveau rideau de fer a été construit et il ne sera pas franchi avant des années. .../...

« Un nouvel ordre mondial très différent se dessine sous nos yeux »

Source : *Strategic Culture*, Alastair Crooke, 21-11-2022

Traduit par les lecteurs du site *Les-Crises*

les-crises.fr/un-nouvel-ordre-mondial-tres-different-se-dessine-sous-nos-yeux-alastair-crooke/

La façon dont le monde nous apparaît diffère totalement selon la façon dont votre regard est fixé sur le moyeu de la roue ; ou à l'inverse, si vous observez la rotation de la roue autour de son moyeu (et l'allure qu'elle maintient), l'on verrait le monde autrement.

Du strict point de vue de Washington, tout est calme : géopolitiquement, rien (pour ainsi dire) ne bouge. Une élection a-t-elle eu lieu aux États-Unis ? Eh bien, il est clair que « l'Election Day » [Jour de l'élection, NdT] n'est plus un évènement, dans la mesure où les nouvelles procédures de vote par correspondance (par opposition au vote en personne), mises en branle jusqu'à 50 jours à l'avance pour se poursuivre des semaines par la suite, se sont bien éloignées des vieilles notions « d'élection » et d'un résultat macro-global. De ce point de vue « cardinal », les élections de mi-mandat ne changent rien – tout reste statique. .../...

Cela étant, portez maintenant votre regard sur ce qui se passe en périphérie du «

moyeu » ; que voyez-vous ? La roue tourne à toute allure. Elle exerce de plus en plus de traction et la direction qu'elle prend crève les yeux.

Quel est le plus important événement pivot ? Eh bien, probablement le **déplacement du président chinois Xi Jinping à Riyad, pour y rencontrer Mohammed ben Salmane (MBS)**. Ici, la roue s'ancre profondément dans la roche mère, à mesure que **l'Arabie Saoudite amorce son virage en direction des BRICS**. Xi se rend vraisemblablement à Riyad pour négocier les derniers détails de l'entrée de l'Arabie saoudite dans les BRICS, ainsi que les termes du futur « accord sur le pétrole » entre le royaume et l'empire du Milieu. Et cela pourrait bien amorcer la fin du pétrodollar, dans la mesure où ce qui sera convenu concernant le mode de règlement chinois pour le pétrole se mêlera aux **plans sino-russes visant à un jour faire basculer l'Eurasie sur une nouvelle devise commerciale (loin du dollar)**. Le fait que l'Arabie saoudite gravite en direction des BRICS signifie que d'autres états du Golfe et du Moyen-Orient (l'Égypte, par exemple), font de même.

Autre pivot : suite à l'attentat ayant frappé Istanbul cette semaine, le ministre de l'Intérieur turc Süleyman Soyly a déclaré : « *Nous n'acceptons pas le message de condoléances de l'ambassade américaine. Nous avons bien compris le message qui nous a été transmis.* » Soyly a ensuite rejeté les condoléances des États-Unis, les comparant à « *un assassin arrivant le premier sur la scène du crime* ».

Soyons clairs : le ministre a tout simplement dit aux USA d'aller se faire f**tre. Ce déchaînement de colère noire survient au moment même où la Turquie vient d'accepter de se rallier à la Russie pour établir un nouveau centre gazier sur son sol, et où elle participe avec la Russie à un énorme investissement gazier et pétrolier – ainsi qu'à un accord de coopération avec l'Iran. **La Turquie, elle aussi, se rapproche des BRICS**. Et, comme la Turquie s'éloigne de ce moyeu, un grand nombre d'États se trouvant dans sa sphère d'influence lui emboîteront le pas.

Ces deux événements (du pied de nez adressé aux USA par la rencontre entre le Président chinois et MBS, à la fureur de la Turquie face à l'acte terroriste ayant frappé Istanbul) s'imbriquent et marquent de façon évidente un point pivot dans la stratégie moyen-orientale (aux niveaux énergétique et monétaire) et une volonté de rejoindre la sphère commerciale de libre-échange en plein essor de l'Eurasie.

Puis, la nouvelle est tombée jeudi dernier : l'Iran affirme avoir développé un missile hypersonique de haute précision. Le général Hajizadeh a déclaré que ce missile ballistique hypersonique iranien peut atteindre plus de cinq fois la vitesse du son et qu'ainsi, il sera en mesure de pénétrer tous les systèmes de défense antimissiles en place. En gros, l'Iran est d'ores et déjà un État nucléaire latent (mais pas un État nucléaire). Les remarquables avancées technologiques ayant permis de produire un missile hypersonique de haute précision (toujours capable d'échapper aux États-Unis) entraînent un changement de paradigme.

Les armes nucléaires stratégiques n'ont aucun intérêt dans un Moyen-Orient de taille réduite et aux populations mélangées, et l'Iran n'a en ce moment aucun besoin de tenter de devenir un État nucléaire. Alors, quelle serait la logique d'une stratégie compliquée d'endiguement (c.-à-d. l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien [ou Plan d'action global commun (PAGC)], visant à empêcher une issue que les nouvelles technologies ont d'ores et déjà assurée ? Le fait de pouvoir lancer des missiles balistiques hypersoniques rend les armes nucléaires tactiques redondantes. En outre, les missiles hypersoniques sont plus efficaces et plus facilement déployés. .../...

Encore une fois, pour être clair, la Russie vient juste d'acquérir un très puissant multiplicateur d'énergie cinétique : un accès au réseau stratégique et aux contacts

iraniens (hors de portée des sanctions), et un partenariat étroit avec **les grands efforts que mène Moscou afin que l'Eurasie devienne un super-oligopole des matières premières.**

En gros, **tandis que l'Iran se mobilise en tant que multiplicateur de force sur l'axe Chine-Russie, l'Irak, la Syrie, le Hezbollah et les Houthis suivent une trajectoire quelque peu similaire.**

Pendant que « l'architecture sécuritaire » européenne reste figée sous l'emprise anti-russe et l'étrécissement de l'OTAN, celle de l'Asie de l'Ouest se sépare de l'antique et sévère polarisation, orchestrée par Israël et les États-Unis, entre une sphère sunnite et un Iran chiite (c.-à-d. les accords dits d'Abraham), et se reforme autour d'une nouvelle configuration de sécurité façonnée par la Chine et la Russie. .../...

Dans les faits, toute l'Asie de l'Ouest, à un degré ou un autre, s'imprègne peu à peu de ce nouveau paradigme économique et sécuritaire eurasiatique. Et pour faire simple, dans la mesure où l'**Afrique** est déjà passé dans le camp chinois, l'élément africain de l'**ANMO** [Regroupement de pays comprenant l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, NdT] se rapproche lui aussi fortement de l'Eurasie. L'affiliation du Sud global peut également être en grande partie considérée comme acquise.

Désormais, où cela place-t-il le vieux moyen ? L'Europe est sous son entier contrôle. Pour l'instant...

Toutefois, des recherches publiées par l'École de guerre économique française suggèrent que même si l'**Europe** vit depuis la Seconde guerre mondiale « *dans un état de non-dit* » pour ce qui concerne sa dépendance généralisée à Washington, « *une situation globale très différente s'installe* » à mesure que les sanctions infligées à la Russie ont des effets catastrophiques sur elle. Par voie de conséquence, les politiciens – et le public – peinent à identifier « *qui est leur véritable ennemi* ». Eh bien, le ressenti collectif, si l'on se base sur des entretiens accordés par des experts du renseignement français (c.-à-d. l'État profond français) est très clair : 97 % des gens pensent que les États-Unis sont la puissance étrangère qui « menace le plus » les « intérêts économiques » de la France et estiment qu'il s'agit là d'un problème à résoudre.

Bien entendu, **les USA ne laisseront pas l'Europe partir sans difficulté.**

Néanmoins, si certains éléments du pouvoir établi peuvent s'exprimer ainsi, il se passe quelque chose sous la surface. .../...

Mohamed Hassan sur le monde multipolaire : « Le néocolonialisme est mort »

3 novembre 2022 par Grégoire LALIEU

legrandsoir.info/mohamed-hassan-sur-le-monde-multipolaire-le-neocolonialisme-est-mort.html

Des pays qui refusent de couper les ponts avec la Russie. Des patrons turcs qui bravent les menaces de Washington. L'Arabie saoudite qui désobéit à Biden. De toute évidence, le monde change. Et **Mohamed Hassan** nous aide à y voir plus clair. Spécialiste de la géopolitique, l'ancien diplomate éthiopien analyse les répercussions de la guerre d'Ukraine qui marque un tournant historique. Comment les États-Unis ont-ils perdu de leur influence ? Pourquoi l'Afrique tient tête aux

puissances occidentales ? Quel avenir pour l'Europe ? Quel rôle les travailleurs peuvent-ils jouer ? Dans La stratégie du chaos, Mohamed Hassan évoquait le passage à un monde multipolaire.

État des lieux, onze ans plus tard.

Nous vivons effectivement un moment historique qui marque la fin de l'hégémonie des États-Unis. Après la chute de l'Union soviétique, l'empire étasunien était la seule superpuissance. Il était capable d'imposer sa volonté au reste du monde. À travers des institutions internationales telles que le FMI et la Banque mondiale qui ont permis aux multinationales de piller les ressources du Sud. Ou à travers la force militaire quand des gouvernements résistaient.

On se rappelle qu'après les attentats du 11 septembre, le président **Bush** avait déclaré : « Vous êtes avec nous ou contre nous ». Les États-Unis avaient alors lancé leur guerre contre le terrorisme qui était en fait une guerre pour remodeler le Grand Moyen-Orient et maintenir leur hégémonie. Mais le projet a viré au **fiasco.**

Aujourd'hui, **les États-Unis mènent une guerre par procuration contre la Russie sur le sol ukrainien. Biden et son équipe tiennent le même discours que Bush à l'époque, mais le reste du monde refuse de les suivre dans leur politique dévastatrice.**

On n'a tout de même pas entendu le président Biden employer la rhétorique de Bush...

Mais dans les faits, c'est qu'ils font. Ils essaient de resserrer les rangs derrière eux pour isoler la Russie et n'hésitent pas à menacer ceux qui leur résistent. Et ils sont nombreux. Du point de vue occidental, on a l'impression que la guerre en Ukraine est un combat du Bien contre le Mal. Poutine a envahi l'Ukraine parce qu'il est fou et qu'il veut restaurer le grand empire russe. Il faut donc le stopper et sauver les Ukrainiens. Cette idée devrait faire l'unanimité, mais de nombreux pays maintiennent leurs liens avec la Russie. Business first ?

Tout d'abord, en dehors de l'Occident, le monde n'est pas dupe sur la nature de cette guerre. **En Ukraine, les États-Unis ont soutenu un coup d'État en 2014 pour renverser un président démocratiquement élu, mais qui avait le tort d'être proche de la Russie. Washington a alors placé ses pions pour s'assurer que ce pays stratégique soit tourné vers l'Ouest plutôt que vers l'Est.** Dans une conversation téléphonique qui a fuité, on a même entendu **Victoria Nuland** discuter de la composition du gouvernement ukrainien qui devait faire suite au coup d'État. Drôle de démocratie ! Nuland était à l'époque responsable de l'Ukraine pour le département d'État. Et elle n'avait pas beaucoup d'égards pour ses alliés européens. Dans cette conversation téléphonique, son interlocuteur lui faisait remarquer que certains choix pourraient froisser l'Union européenne. « *Fuck the EU* », a répondu Nuland.

Les autorités ukrainiennes ont ensuite mené des politiques répressives contre les russophones de l'Est qui ne reconnaissaient pas le gouvernement issu du coup d'État. Ça a dégénéré en conflit. **Des milices néonazies étaient impliquées.** Il y a eu 13 000 morts selon les Nations unies. Et **les accords de Minsk, négociés entre l'Ukraine et la Russie avec l'aide de la France et l'Allemagne, n'ont pas permis de mettre fin au conflit.** Pendant ce temps, les États-Unis ont inondé l'Ukraine d'armes. Ils ont formé des cadres de l'armée ukrainienne, ils ont mené des exercices militaires conjoints et ils ont, de fait, commencé à intégrer l'Ukraine à l'OTAN en attendant son adhésion formelle. **Noam Chomsky** parle d'une intégration progressive et souligne que le projet d'adhésion avait été annoncé en septembre 2021 sur le site Internet de la Maison-Blanche.

Après la chute de l'Union soviétique, les États-Unis avaient pourtant promis aux Russes que l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'Est. Depuis, l'alliance atlantique a intégré par vagues successives quatorze nouveaux États. Cet élargissement explique la guerre en cours en Ukraine ?

C'est un élément crucial dont on ne tient pas vraiment pas compte en Occident. Ailleurs dans le monde, on ne voit pas les choses de la même manière. « *La guerre aurait pu être évitée si l'OTAN avait tenu compte des avertissements lancés par ses propres dirigeants et responsables au fil des ans, selon lesquels son expansion vers l'Est entraînerait une plus grande, et non une moindre, instabilité dans la région* » , a ainsi déclaré le **président d'Afrique du Sud**.

De fait, même aux États-Unis, de nombreuses personnalités ont vivement critiqué l'expansion de l'OTAN. « *Une erreur tragique* » selon **George Kennan**, l'architecte de la guerre froide. « *Pouvez-vous imaginer que dans 20 ans, une Chine puissante formera une alliance militaire avec le Canada et le Mexique et déplacera des forces militaires chinoises sur le sol canadien et mexicain, et que nous resterons là à dire que ce n'est pas un problème ?* », demandait **John Mearsheimer**, l'un des principaux experts en géopolitique des États-Unis, en 2015. Il ajoutait à l'époque : « *L'Occident conduit l'Ukraine sur la mauvaise voie et en bout de course, l'Ukraine sera complètement dévastée.* » Le dernier **ambassadeur étasunien en Union soviétique** a également déclaré en 1997 que l'expansion de l'OTAN était « *la plus grande bévue stratégique depuis la fin de la guerre froide* ».

Après la chute du mur de Berlin, Moscou souhaitait pourtant sortir de la logique des blocs et mener des relations constructives avec l'Ouest. Mais les États-Unis ont continué à traiter la Russie comme un ennemi. En 2007 déjà, Poutine soulignait que l'élargissement de l'OTAN n'avait rien à voir avec la sécurité de l'Europe. Il dénonçait une provocation visant à saper la confiance mutuelle. « *Nous sommes légitimement en droit de demander ouvertement contre qui cet élargissement est opéré* », soulevait le président russe. Les États-Unis savaient que l'intégration de l'Ukraine était une ligne rouge à ne pas franchir. Avant l'offensive militaire, les autorités russes cherchaient encore à négocier et demandaient des garanties sur la neutralité de l'Ukraine. Washington n'a pas répondu aux demandes de préoccupation de Moscou en matière de sécurité.

Vous pensez aussi que la guerre aurait pu être évitée ?

Non seulement elle aurait pu être évitée. Mais on aurait pu aussi y mettre un terme rapidement. Le fait est que les États-Unis ne veulent pas la paix. En 2019 déjà, la **Rand Corporation**, l'influent think tank proche du Pentagone, publiait un rapport détaillant la stratégie à adopter pour vaincre la Russie. Tout s'y trouve : isoler la Russie sur la scène internationale, encourager les protestations internes, utiliser les sanctions économiques pour que l'Europe diminue l'importation de gaz russe et le remplace par du gaz liquéfié étasunien. Et enfin, armer l'Ukraine pour exploiter « le plus grand point de vulnérabilité extérieur de la Russie ».

Pour le reste du monde, il ne fait aucun doute que la guerre d'Ukraine est une guerre des États-Unis contre la Russie. Et le reste du monde refuse d'entrer dans la danse macabre de Washington. Sa perte d'influence est manifeste.

.../...

Le rôle des médias dans les conflits armés – Quels médias pour la paix ?

11 Jan 2023 ; Andrea Duffour

investigation.net/fr/le-role-des-medias-dans-les-conflits-armes-quels-medias-pour-la-paix/

Quel est le rôle des médias dans les conflits armés et à quoi ressembleraient des médias qui travailleraient pour les gens et pour la paix ? Une brochette de dix géopoliticiens a documenté et esquissé, à la centaine de personnes présentes, le décor médiatique et géopolitique actuel. Au centre du débat : **La désinformation ciblée par la presse, la télévision, la radio, les médias numériques et les réseaux sociaux au service du capital financier et du complexe militaro-industriel.**

Ils démontrent ce qui attend les gouvernements ou les peuples qui ne suivraient pas la politique étrangère des gouvernements du Nord et les prétentions hégémoniques de l'OTAN. On dénonce les blocus et les sanctions en cours contre une quarantaine de pays, les censures, les criminalisations, les diffamations non seulement à l'encontre de ces pays, mais aussi à l'encontre de groupes ou de journalistes qui ne servent pas les intérêts ou ne reproduisent pas le récit atlantique. On thématise cette guerre hybride dont l'objectif est notre tête.

Nous vivons une époque dangereuse, constate Karin Leukefeld, les voix en faveur du dialogue et de la paix sont diffamées... les médias préparent des crises politiques et poussent à l'escalade, qu'ils accompagnent ensuite comme les tambours de guerre et les trompettes des armées d'antan.

.../...

Introduction

Gabriel Galice, président du Geneva International Peace Research Institute (GIPRI) ouvre le colloque en citant **Alfred de Zayas** :

« *Le droit de la paix est un droit de l'homme* » – mais les grandes puissances n'ont pas intérêt à la paix et il rappelle Einstein qui disait que « *la minorité a trois instances pour manipuler la majorité : l'école, la presse et les organisations religieuses* ».

Le terrorisme médiatique qui vise en particulier les pays qui s'opposent à la politique étrangère des Etats-Unis, de l'UE et de la Suisse et aux prétentions hégémoniques de l'OTAN vise à donner au grand public une image négative de ces pays et leurs gouvernements afin de légitimer les attaques économiques, politiques et militaires et l'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Alan MacLeod

Dr en sociologie et journaliste d'investigation sur la presse et le journalisme. Le plus jeune des intervenants s'est fait un nom pour ses **recherches sur les algorithmes et la censure dans Google search, YouTube, Facebook, etc. qui ont caché la visibilité presque du jour au lendemain des articles de toute sorte de médias alternatifs**, (comme l'*American Herald Tribune, the Greanville Post, Black Agenda Report, Global Research, MINTPRESS*). MacLeod est aussi connu pour ses **écrits sur la Palestine occupée ou sur les anciens agents CIA travaillant maintenant chez Google.**

Media is not your friend !

Selon une recherche de *MintPress News*, **Facebook, TikTok, Google et Twitter ont recruté ces dernières années des centaines d'anciens collaborateurs de la CIA, de la National Security Agency, du FBI et de l'OTAN.** Ils veillent à ce que les journalistes indépendants qui s'écartent du narratif de l'OTAN soient exclus des plates-formes en ligne et que leurs comptes PayPal soient bloqués.

« *Nous autres en Occident aimons penser que nous vivons dans une société pluraliste où tous les points de vue sont exprimés et que la « propagande » existe essentiellement dans les états autoritaires comme l'ex-URSS ou en Corée du Nord. Nous aimons aussi mettre en garde contre les médias d'état, mais en réalité nous vivons dans un État tombé sous la coupe des entreprises. Les médias privés sont donc des médias publics par défaut... »*

Pour comprendre le terrorisme médiatique, il faut comprendre les rapports de propriété des médias corporatifs :

« Media is not in favour of the establishment –media is the establishment ! »

MacLeod explique qu'en Grande-Bretagne, où il vit, trois agences de presse seulement contrôlent plus de 70% des journaux : *News UK* (propriété de **Rupert Murdoch**), *DMGT* et *Trinity Mirror*.

« La totalité des 175 journaux appartenant en 2003 à Rupert Murdoch avait soutenu la très controversée invasion de l'Iraq par les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne – avec des bénéfices énormes pour l'industrie de l'armement et d'innombrables victimes parmi la population irakienne. En Finlande, les quatre plus grands opérateurs de TV atteignent 92% du public et réalisent 97% des bénéfices. » Selon les recherches de MacLeod, même en Suisse, où les différences linguistiques contribuent à maintenir une certaine diversité des titres, les propriétaires du Groupe TX (anciennement Tamedia), qui possèdent *20 Minutes*, *24 Heures* et la *Berner Zeitung*, entre autres, contrôlent la moitié du marché. **Ces groupes de médias veillent à l'orientation idéologique de leurs employés.** Ainsi, la maison d'édition allemande Axel Springer (qui détient une participation dans la société suisse *Ringier AG*) exige de ses plus de 15 000 employés qu'ils soient fidèles à l'Union européenne, au libre marché, au néolibéralisme et au gouvernement israélien.

« Le co-fondateur de *Microsoft*, **Bill Gates**, est également un important baron des médias. On a besoin de *Microsoft* pour un réseau social tel que *LinkedIn*, de matériel informatique comme *Microsoft Surfaces* et *Windows Phone*, de logiciels, ou la chaîne d'information en continu *MSNBC*, etc. »

Les recherches de MacLeod ont permis de mettre en évidence que Bill Gates avait donné au moins 319 millions de US dollars à des médias du monde entier, notamment pour *Der Spiegel*, *El Pais*, *Le Monde* et *The Guardian*. En retour, ces médias ont fermé les yeux sur ses agissements et lui ont assuré une couverture médiatique positive. MacLeod maintient :

« *Les médias sont trop souvent utilisés pour aider au déclenchement des guerres : avant d'envoyer des troupes, on envoie des journalistes.* »

Comme proposition concrète, il cite les travaux de **Robert McChesney** qui propose un système de médias publics : Pour garantir une certaine indépendance de la presse, chaque citoyen recevrait par exemple 300 euros pour ensuite les attribuer au meilleur média. Piste à creuser.

« *Si vous n'y prenez pas garde, les journaux vous feront haïr les opprimés et aimer ceux qui les oppriment* » conclut-il en citant **Malcolm X**. .../...

Quelques vérités sur le problème de l'insécurité en Haïti

Écrit par : Jean SAINT-VIL, 30/12/22

lenational.org/post_article.php?tri=908

Tout le monde souffre cruellement depuis des années de l'insécurité en Haïti et à l'heure actuelle le phénomène est particulièrement aigu, se caractérisant notamment par une peur généralisée dans le pays, surtout dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et la Vallée de l'Artibonite où sévissent les groupes armés les plus puissants et les plus violents. Il est de plus en plus impossible de sortir sans risque de pouvoir rentrer en soi sans être kidnappé ou agressé par des bandits professionnels ou encore pour les conducteurs de véhicules sans voir ses pare-brises voler en éclats et même sans recevoir des jets de pierre ou de bouteilles lors des manifestations violentes. Les analyses pleuvent sur le phénomène de l'insécurité et cela souvent sur la foi de rumeurs et d'informations inexactes. Mais, il importe en cette période difficile d'essayer de répondre à un **questionnement sur les capacités réelles des forces de sécurité que sont la Police nationale d'Haïti et des Forces armées d'Haïti qui se sont révélées manifestement incapables de prendre en main la situation.**

.../...

Le niveau terrifiant de l'insécurité en Haïti

1.1 Un pays miné par des groupes armés

On estime à l'heure actuelle que sévissent, environ 200 groupes armés dans le pays dont la moitié se concentre dans l'aire métropolitaine. Certains d'entre eux disposent d'une puissante force de frappe avec des armes en moyenne supérieure à celles que détient la Police nationale d'Haïti et surtout de techniques qui relèvent de celles de la guérilla. Elles sont capables de surprendre les forces de l'ordre et de mener des actions surprises sur des terrains qu'ils contrôlent de manière durable, comme la zone de Martissant qui échappe depuis deux années aux forces de défense. Il en est de même de nombreuses autres parties du territoire.

Ces groupes armés dont il est difficile de connaître les effectifs sont organisés suivant une hiérarchie ayant à leur tête un chef principal que les subalternes appellent généralement "papa", général ou commandant et un, deux ou trois lieutenants principaux qui peuvent remplacer le chef principal si celui-ci est arrêté ou décède en cours de combat ou dans toute autre circonstance. En-dessous, se trouvent la masse des subalternes, pour la plupart des jeunes qui prennent le nom de soldats. .../...

1.2 Les activités des gangs dans le pays

On peut considérer que depuis les deux dernières années pas un jour ne passe sans que l'on ait de mauvaises nouvelles concernant les activités des gangs dans le pays. Des enlèvements spectaculaires dont le mécanisme est bien huilé, puisque chaque opération doit être généralement bouclée en moins de deux minutes pour ne pas être contrariée par les agents de la Police. Tout se déroule toujours dans la violence avec des menaces contre les personnes ciblées parce que si elles opposent la moindre résistance, elles sont abattues froidement par les malfrats. Le kidnapping se fait le plus souvent par des équipes dans des voitures teintées qui ont été volées antérieurement et parfois avec l'appui d'individus à bord d'une moto. **Les autres activités sont en plus des pillages, des carnages effrayants et divers assassinats d'individus, des attaques qui sont perpétrées contre les**

installations de la Police nationale, les bâtiments administratifs, les entreprises privées, les écoles. Ce qui est plus spectaculaire, ce sont les affrontements entre les groupes armés qui ont provoqué chaque fois et pendant plusieurs jours de nombreuses victimes, comme il en fut à Bel-Air, à Martissant, à Cité Soleil, à la Croix-des-Bouquets, à Pernier, et plus récemment dans la Côte des Arcadins, notamment dans la commune de Cabaret. Avec en plus **des centaines de cas de viols sur les femmes et les adolescentes et des dizaines, voire des centaines de domiciles incendiés sans assistance à personne en danger de la part de la Police nationale d'Haïti.** Ajouter aussi des détournements de camions de marchandises diverses y compris de camions-citernes à destination des stations d'essence, de véhicules de transports en commun ainsi que de containers de produits importés. Il ne faut pas oublier que les gangs ont mis au point leur propre fiscalité à travers les péages imposés aux véhicules divers sur divers axes de circulation comme à Martissant et sur la route nationale numéro 1, le paiement de droits sur les résidences des habitants dans les quartiers qu'ils contrôlent et les montants qui sont réclamés aux entreprises dans les quartiers sous l'emprise de ces groupes. Enfin, des blocages de terminaux pétroliers qui ont paralysé tout le pays à plusieurs reprises comme en octobre-novembre 2021 et septembre-octobre-novembre 2022.

1.3 Extension et configuration territoriale des groupes armés

Au cours des cinq dernières années, les gangs n'ont cessé d'étendre leurs tentacules dans le pays. Si jusqu'au début des années 2000, les gangs ne contrôlaient qu'environ 10% de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, ils ont maintenant **sous leur emprise plus de 70% du grand Port-au-Prince et peut-être aussi plus 60% de l'ensemble de l'espace national.** Ils sont également bien implantés dans de nombreuses autres parties du pays surtout dans le département de l'Artibonite. .../...

1.4 Conséquences des activités des gangs

Tous les secteurs d'activité ont été affectés par les déplacements provoqués par les activités des gangs armés : les établissements financiers, l'administration, le commerce, les écoles, les églises, le secteur résidentiel et même le secteur de la sécurité publique.

Dans des quartiers du sud de Port-au-Prince comme Martissant, Fontamara, les bandits ont balayé à la fois les résidents et les activités essentielles, notamment les banques, les entreprises financières, les établissements de santé ainsi que de nombreuses écoles.

L'administration a été aussi victime surtout dans la zone du Bicentenaire d'où sont partis l'Institut haïtien de statistique et d'informatique, le Centre de techniques de planification et d'économie appliquée, sans oublier le Palais de justice qui a été finalement envahi et occupé depuis le 10 juin 2022 par les bandits avec perte de mobilier, de véhicules, des archives et même du coffre-fort de l'institution. Depuis mai 2022, les locaux de la Primature et du Parlement sont pratiquement à l'abandon en raison de la toute-puissance des gangs armés dans tout le secteur du Boulevard Harry Truman. Enfin, **plusieurs ministres et directeurs généraux de ministère ont abandonné leurs anciens bureaux dans le centre-ville** pour s'installer dans les hôtels de Pétienville. .../...

Conclusion

L'analyse qui a été effectuée dans les lignes précédentes confirme la faiblesse criante des forces de sécurité haïtiennes qui objectivement ne peuvent en aucun cas faire face à la situation créée par le développement du banditisme au cours des cinq

dernières années qui fait que 70% de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince échappe aujourd'hui au contrôle de l'État. Le plus inquiétant de tous les problèmes est la lenteur à laquelle progresse l'Armée d'Haïti dont l'effectif reste dérisoire au bout de cinq années de fonctionnement malgré l'urgence de l'heure. Ce qu'il faut retenir, c'est à la fois **l'indigence des effectifs des forces de sécurité et la faiblesse des moyens financiers qui leur sont attribués**. Pour ce qui concerne les effectifs, on sait qu'en situation de troubles aigus, il faudrait qu'ils soient au moins le triple ou le quadruple des chiffres actuels. Côté budget, la situation s'avère nettement plus grave parce qu'il est difficile de croire que les forces de sécurité haïtiennes pourront disposer des moyens financiers pour s'équiper de manière conséquente en véhicules de combat, en hélicoptères, drones et autres moyens militaires qui pourraient leur permettre de s'élever à la hauteur des défis auxquels elles sont confrontées et de bénéficier de la supériorité tactique pour maîtriser les théâtres d'opérations/...

Démocratie de façade et géopolitique de l'énergie : les dessous de la crise au Sri Lanka

26 mai 2022 par Darini RAJASINGHAM-SENANAYAKE

legrandsoir.info/democratie-de-facade-et-geopolitique-de-l-energie-les-dessous-de-la-crise-au-sri-lanka.html

Crise économique, manifestations, remaniements ministériels... Ça chauffe au Sri Lanka et, fait plutôt étonnant, les soubresauts de l'île asiatique défraient la chronique de nos médias occidentaux. Tous les pays du Sud ne sont pas logés à la même enseigne. Mais il faut souligner que **dans la région de l'Océan indien, le Sri Lanka occupe une position stratégique**. Un élément qui manque souvent dans les analyses et que la **Dr Darini Rajasingham-Senanayake** a le mérite de mettre en lumière.

C'est dans un contexte de guerres énergétiques et de lents déplacements tectoniques du pouvoir et des richesses vers l'Asie et la région de l'Océan indien que le « printemps arabe » de l'Asie du Sud a déboilé. Les choses se sont précipitées avec **la nouvelle guerre froide qui se déroule par procuration en Ukraine, les sanctions imposées par les États-Unis à une Russie riche en énergie ainsi que la crise des réfugiés en Europe**.

En l'espace d'un mois, deux opérations de changement de régime se sont déroulées au Pakistan et au Sri Lanka, au milieu de manifestations mises en scène. Le Premier ministre pakistanais Imran Khan, connu pour son courage sur et en dehors des terrains de cricket, a été renversé le 9 avril. Il a accusé Washington d'avoir orchestré son éviction juste après sa visite à Moscou.

Exactement un mois plus tard, le lundi 9 mai, au **Sri Lanka**, alors que la Banque centrale entamait des pourparlers avec le Fonds monétaire international (FMI) en vue d'un « renflouement », une opération de changement de régime était lancée dans cette île stratégique de l'océan Indien, une île qui reste perpétuellement dans le collimateur des grandes puissances. Le décor avait été planté par six semaines de manifestations pacifiques à Galle Face. Mais le 9 mai, ces manifestations ont basculé dans une violence coordonnée.

Alors que les pourparlers avec le FMI débutaient, des manifestants jusque-là pacifiques, dont certains portaient même des pancartes « pro-FMI », ont été

inexplicablement attaqués. La violence s'est alors déchaînée contre les politiciens du parti au pouvoir, entraînant la démission massive du conseil des ministres. Ces violences ont été suivies par la mise en place d'un couvre-feu, de confinements et l'installation rapide d'un Premier ministre pro-Washington, **Ranil Wickremesinghe**. La chronologie des événements est remarquable.

.../... Le Sri Lanka est l'un des pays les plus riches d'Asie du Sud. Mais le voilà pris, comme la Grèce et le Liban, dans le piège de la dette des obligations souveraines internationales (OSI). L'île est confrontée au cycle habituel de dépréciation de la monnaie par rapport au dollar, avec des **perturbations clairement coordonnées** du commerce et des chaînes d'approvisionnement dans tous les secteurs, entraînant des **pénuries de carburant et de nourriture**. Les cyberpirates et les manifestations agrémentent le tout.

.../... **Masque de la démocratie et domination à spectre complet**

Des questions se posent actuellement sur la légitimité de la coqueluche de Washington pour le poste de Premier ministre au Sri Lanka. Le Parti national uni (UNP) de Wickremesinghe, l'équivalent du Parti républicain aux EU, a été décimé lors des dernières élections et il n'a pas remporté un seul siège. Wickremesinghe a prêté serment en mai alors que les militaires patrouillaient dans les rues et que les citoyens étaient soumis à un couvre-feu.

Dans quelle mesure peut-on considérer que la démocratie, la société et l'économie, sont manipulées et contrôlées par des acteurs extérieurs lorsqu'un parlement national est convoqué par Zoom tandis que les citoyens sont enfermés avec l'armée dans les rues ? D'autant plus qu'à notre époque, les fake news, l'intelligence artificielle, l'effacement de données et la cyberguerre se multiplient à l'échelle locale et mondiale. .../...

« *Pour une telle soumission abjecte à Washington, il ne peut y avoir de meilleur candidat que quelqu'un d'aussi politiquement faible que RW* », a commenté le journaliste basé à Dehli, Saeed Naqvi. **Wickremesinghe a toujours été favorable à une présence étasunienne au Sri Lanka** ; il promouvait le contrat de la Millennium Challenge Corporation (MCC) et l'accord sur le statut des forces (SOFA) lorsqu'il a été renvoyé par l'ancien président **Srisena**.

Mais le masque de la démocratie peut-il être maintenu et pour combien de temps ? Ne s'agit-il pas d'une façade de démocratie promue par des acteurs extérieurs – un nouveau Premier ministre pro-occidental qui n'a aucune légitimité morale et qui a juré de livrer dans les bras du FMI et de Washington un Sri Lanka piégé par la dette ? Ces masques de la démocratie au Sri Lanka et au Pakistan sont-ils durables ? **Le FMI propose de « vendre au rabais » des actifs dans le foncier, les transports, l'énergie et les télécommunications du Sri Lanka**. Mais les résultats de ces négociations ont été cachés aux citoyens de cette île stratégique de l'Océan indien, tout distraits qu'ils étaient par les pénuries de nourriture, de carburant et d'énergie. Quel sera le dénouement de ces manœuvres ? La domination à spectre complet (FSD) de cette **nation insulaire stratégique, carrefour de câbles de données sous-marins (UDC) qui assurent le fonctionnement de l'océan Indien et du système financier mondial** ?

.../... **La géopolitique et le FMI comme Deus ex Machina**

C'est à souligner, le gouvernement, l'opposition et même certains manifestants considèrent le FMI comme une sorte de solution « Deus ex machina » à la crise déclenchée par une apparente pénurie de dollars après que les agences de notation ont de concert abaissé la note de l'île l'an dernier. Cette dégradation avait rendu difficile pour le gouvernement le refinancement des 7 milliards de dettes à payer

cette année, dettes dues principalement aux négociants d'obligations souveraines. « **Les créanciers du Sri Lanka sont pour la plupart basés aux États-Unis** », a relevé Dr Dushni Weerakoon, l'économiste principal de l'Institut d'études politiques. Le ratio dette/PIB de l'île est d'environ 110 %, ce qui s'explique en partie par la mauvaise gestion économique – notamment la perte de recettes fiscales – ainsi que par la débâcle des confinements covid et de la politique coûteuse politique vaccinale. Mais le ratio dette/PIB du Japon est de plus de 200 % ! Et comparée aux 20 000 milliards de la dette étasunienne, la dette du Sri Lanka est d'environ 67 milliards. Annonçant les négociations avec le FMI en mars, la brutale dépréciation de la monnaie sri-lankaise en raison d'une apparente pénurie de dollars a-t-elle été orchestrée pour écouler marchandises et carburants dans le port tant convoité ? L'île insolente avait osé refuser le contrat EU de la Millennium Challenge Corporation (MCC) ainsi que l'accord sur le statut des forces en 2019. **La crise économique a dégénéré en défaut de paiement**, et un renflouement par le FMI semble désormais inévitable.

.../... Mais **la crise qui traverse le Sri Lanka pourrait relever davantage de la géopolitique que de l'économie**. Depuis les attentats du dimanche de Pâques 2019 contre les hôtels touristiques et l'économie – attentats utilisant la religion comme un écran de fumée – et depuis que le pays a refusé le MCC des États-Unis, cette île stratégiquement située au milieu des voies de communication maritimes de l'Océan Indien semble faire l'objet d'une **forme de guerre économique et commerciale hybride impliquant des perturbations des chaînes d'approvisionnement et le piratage informatique de données**.

.../... Au cours des quatre dernières années, un modèle est apparu : chaque période de mars-avril, un **nouveau cycle de déstabilisation et de confinements économiquement, socialement et démocratiquement destructeur**, commence. Depuis 2019, les citoyens sri-lankais font ainsi régulièrement l'objet de confinements et de couvre-feux. Pendant ce temps, les marines étrangères organisent des exercices au large des côtes de cette île stratégique, comme ce fut le cas avec les manœuvres militaires de Malabar qui ont fait s'échouer et mourir des baleines pilotes tandis que les Sri-Lankais étaient confinés en 2020. Après avoir refusé le contrat du MCC et le SOFA, l'île a-t-elle été systématiquement ciblée parce qu'elle se trouve sur les voies de communication maritimes de l'océan indien (SLOC), vital pour garantir l'« Indo-Pacifique libre et ouvert » des EU ? La géographie fait partie de l'histoire de cette île stratégique de l'océan Indien. Pour rappel, le Pakistan a lui aussi été la cible d'un changement de régime après la visite d'Imran Khan en Russie.

.../... **Guerre juridique (Lawfare)** : des solutions quand les théories du complot deviennent réalité.

Nous vivons dans un monde post-Covid où les théories du complot semblent de plus en plus se réaliser. Dans une décision historique, la Cour suprême de l'Inde a statué la semaine dernière que « personne ne pouvait être forcé à se faire vacciner » et qu'il n'existait **aucune donnée montrant un risque plus élevé pour les personnes non vaccinées que pour les personnes vaccinées**. On peut donc se demander pourquoi des millions sont dépensés pour les injections et les rappels de vaccins Covid.

À l'heure actuelle, les protestations peuvent s'avérer inutiles si elles ne proposent pas d'alternatives créatives à la « **solution** » du FMI **exigeant que des cabinets juridiques étrangers prennent en charge les négociations économiques du Sri Lanka**.

Le Sri Lanka doit se tourner vers l'Est, au-delà de l'Inde, pour trouver de l'aide et du développement en cette période d'humiliation nationale. Il doit développer une stratégie de dédollarisation pour commercer à travers un panier de devises. Le Sri Lanka pourrait envisager une politique économique, commerciale, énergétique et étrangère indépendante et s'approvisionner à prix réduits en pétrole, gaz et autres besoins énergétiques auprès de la Russie, comme le fait l'Inde.

Se soumettre au FMI et à ses conditions d'aide signifie que le Sri Lanka renonce à son autonomie politique et à sa souveraineté et qu'il est incapable d'avoir une politique étrangère, économique, commerciale ou énergétique indépendante qui serve les intérêts de ses citoyens.

Le Sri Lanka semble également être soumis au phénomène du lawfare dans le cadre d'une opération de domination à spectre complet. Comme l'a montré, l'opération de changement de régime menée par la CIA contre le président brésilien de gauche, Lula, le lawfare a été identifié comme le processus par lequel le système juridique d'un pays est subverti et va à l'encontre de la justice.

Alors que le peuple est distrait par les pénuries de nourriture et de carburant ou par les confinements covid-19, les sujets portant sur les droits fondamentaux et contre les actions du gouvernement ont tendance à être rejetés. Ainsi, parmi les requêtes bloquées par la Cour suprême, on trouve la contestation de la vente de la centrale électrique de Kerawelapitiya Yugadhanavi. En pleine crise énergétique et dans le cadre d'un accord signé à la sauvette, le gouvernement a décidé de céder 40% de ses parts à la société américaine New Fortress Energy. Également bloquées, les requêtes contre les escroqueries sur les obligations de la Banque centrale. Ou encore celles portant sur les révélations d'injections massives de vaccin covid et le projet d'imposer des certificats de vaccination numériques qui discriminent ceux qui ne sont pas vaccinés dans les lieux publics. Ce projet permettrait en outre d'instaurer une surveillance massive, de stopper les protestations de masse, d'entraver la démocratie et de promouvoir à la fois le colonialisme numérique et le contrôle des citoyens.

La guerre froide fait son retour en Asie du Sud avec le pivotement inquiétant des États-Unis vers la région de l'Océan indien. Dans ce contexte, les citoyens du Sri Lanka, pays stratégique, doivent-ils être considérés comme la cible d'une opération à distance de domination à spectre complet ?

Diplômée de l'université de Princeton, la Dr. Darini Rajasingham-Senanayake est anthropologue et philosophe. Elle a notamment travaillé pour Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale. Elle avait aussi collaboré avec le célèbre Millenium Challenge avant d'en démissionner avec fracas. Source originale : *Colombo Telegraph*. Traduit de l'anglais par GL pour *Investig'Action*.

Denis Colombi : « Pourquoi sommes-nous capitalistes (malgré nous) ? »

Par Laure Coromines - Le 3 mars 2022

ladn.eu/nouveaux-usages/denis-colombi-pourquoi-sommes-nous-capitalistes-malgre-nous/

Nous ne sommes pas franchement fans du système, pourtant celui-ci perdure tant bien que mal. Le capitalisme est-il inéluctable ? Pas pour le sociologue Denis Colombi, et il nous explique pourquoi.

Les indicateurs virent au rouge. Colère contre les riches qui monte sur les réseaux via le #EatTheRich, velléités d'abolition du travail sur Reddit avec le groupe Antiwork, et petites leçons de marxisme sur TikTok... Même à la télé, les sitcoms qui parlent boulot ne font plus vraiment recette, sauf si elles critiquent les ravages du capitalisme. Mais en dépit de nos nombreuses réticences, le système se maintient. Explications de Denis Colombi, sociologue, auteur du récent ouvrage : *Pourquoi sommes-nous tous capitalistes (malgré nous) ?* (sorti en janvier 2022 aux Éditions Payot), de l'essai : *Où va l'argent des pauvres : Fantômes politiques, réalités sociologiques* (janvier 2020), et du blog : *Une heure de peine*.

Selon vous, le capitalisme ne récolte pas une adhésion franche et massive... Comment décrire les sentiments ambivalents que nous entretenons à ce système ?

Denis Colombi : Mon point de départ est le suivant. Le capitalisme est extrêmement facile à critiquer. Il suffit de décrire correctement la manière dont il s'exprime concrètement (amasser de l'argent, courir après la richesse pour en amasser plus) pour **faire émerger ses dysfonctionnements et ses failles**. Pour des personnes de gauche, la critique du système capitaliste est entendue. Or, **les arguments anticapitalistes sont aussi mobilisés par des personnes dont la grammaire idéologique les en éloigne**. On l'a vu au moment des débats autour du mariage pour tous et de la PMA. Des personnes situées à droite, donc a priori favorables au capitalisme, se mettaient soudainement à critiquer la marchandisation de l'être humain et les excès du libéralisme. Dans la même veine, Donald Trump avait mobilisé son électorat avec des arguments contre la mondialisation et l'ouverture du marché. Cela ne voulait pas dire qu'il était fondamentalement contre notre système économique, mais qu'il est possible de faire appel à cet argument, ou tout du moins à cette esthétique anticapitaliste, en se faisant le défenseur du peuple, des classes populaires contre les firmes internationales... En outre, les objets culturels les plus capitalistes peuvent aussi mobiliser ce genre d'arguments : les films hollywoodiens, purs produits du capitalisme, avancent souvent que les amis et non l'argent sont la vraie richesse... Le premier film d'animation de LEGO, La Grande aventure LEGO, qui met en scène un gentil ouvrier qui lutte contre Lord Business est pourtant une pub géante pour l'achat de jouets ! Cela montre une chose : une économie capitaliste n'a pas besoin d'avoir des individus et une population absolument convaincue de l'utilité et de la supériorité du système. C'est donc pour moi que ce qui nous fait agir comme capitalistes, passe par autre chose que l'espèce de lavage de cerveau que l'on imagine parfois en pensant à la publicité ou que par une contrainte extérieure... J'ai donc cherché d'autres mécanismes qui puissent expliquer que l'on puisse agir en accord avec les principes capitalistes sans forcément en être conscient, et sans forcément y adhérer de manière franche et totale.

Nos critiques contre le capitalisme seraient-elles trop superficielles pour éroder le système en profondeur ?

D. C : Pas forcément, certaines personnes adhèrent en profondeur à ces critiques, à mon sens à juste titre. Je définis le capitalisme par les actions que le système produit, le fait de travailler à rechercher un profit qu'il faudra toujours renouveler... Je

reprends ici un questionnement qui vient du sociologue **Max Weber** qui se demandait déjà il y a 100 ans, pourquoi depuis le 18-19ème siècle, nous nous étions mis à rechercher le profit pour lui-même : pour lui, cela avait à voir avec une interprétation particulière du calvinisme, qui recherchait dans la richesse économique et l'ascétisme le signe de leur prédestination, le signe de leur élection divine. Chez les spécialistes des religions, la théorie est discutée, mais cela montre toutefois que le comportement capitaliste ne va pas de soi et ne peut pas se justifier par lui-même : personne ou quasiment ne se lève le matin en se disant : « *super, je vais passer ma journée à faire beaucoup d'argent, et demain, j'emploierai cet argent à gagner encore plus d'argent.* » Max Weber expliquait que les individus ont besoin d'un esprit, d'une forme de justification qui les pousse à adhérer au système, et il la trouvait dans la religion. Dans la même optique, les sociologues **Eve Chiapello** et **Luc Bolstanski** ont montré que « le nouvel esprit du capitalisme » qu'il identifie à partir des années 1980, était né suite aux critiques émises par des artistes dans les années 70 qui estimaient que le Taylorisme et le Fordisme annihilent la créativité des individus. En réponse, on a individualisé le travail, que l'on a précarisé. Mais on a trouvé des justifications qu'était l'expression par le travail.

Il faut selon vous lutter contre la tentation de naturaliser le capitalisme, une inclination pourtant communément partagée...

D. C : Oui, cette représentation est relativement commune : on peut se dire que le capitalisme consiste à rechercher son intérêt, sa satisfaction, et que c'est « humain », « biologique », quasiment inscrit dans notre nature. On peut aussi enrober tout ça d'explications darwiniennes et d'adages comme « *l'homme est un loup pour l'homme* ». Pourtant, le capitalisme est relativement récent. Si l'on peut trouver à différents moments et endroits de l'Histoire des personnes qui se livraient à des activités capitalistes, cela restait généralement circonscrit à une période et à un cercle relativement limité : des marchands qui n'avaient pas les mêmes comportements que les autres et pour qui le commerce était rendu légitime car il s'exerçait avec l'extérieur (autre tribu, ville, pays..). La généralisation de cette idée qu'il est désirable de rechercher le profit pour lui-même, date du 17ème siècle environ. La recherche du profit, « le lucre », n'est plus considérée comme une passion triste, un péché ou une menace, sauf si elle est soumise au service de dieu. Ce qu'il y a de spécifique à notre société, c'est que le profit est devenu une vertu en soi, une source de bien commun. Aujourd'hui, on appelle ça la 'théorie du ruissellement', qui reprend en fait l'idée, très récente, de profits mutuels et qui va donc justifier le profit comme moyen d'enrichir non seulement soi mais aussi les autres. .../...

L'obsolescence des smartphones et la collecte massive de données mettent en péril l'avenir du numérique

19 septembre 2022 par Emma Bougerol

basta.media/l-obsolescence-des-smartphones-et-la-collecte-massive-de-donnees-impact-ecologique-du-numerique

Des minerais indispensables aux smartphones, à l'énergie consommée par les data centers, le numérique a de lourds effets écologiques. Ici aussi la sobriété

s'impose, mais ne passe pas forcément par une réduction de l'usage d'Internet.

Pour sauver la planète, suffit-il de se retenir d'envoyer « un mail un peu rigolo à nos amis avec une pièce jointe », comme le suggérait la ministre de la Transition écologique, **Agnès Pannier-Runacher**, au micro de *BFM* avant l'été ? Envoyer des photos par messageries aux amis, comme lire cet article depuis un ordinateur, une tablette ou un téléphone ne changera en fait pas grand-chose.

L'impact du numérique sur notre environnement est certes considérable, mais ne se trouve pas toujours là où on le pense. Mieux vaut par exemple faire plus attention à la durée de vie de ses appareils électroniques qu'à la taille de l'image en pièce jointe d'un message. Les petites phrases culpabilisantes gouvernementales en la matière ne servent souvent qu'à masquer l'absence de politique de long terme sur le sujet. Et le défi est énorme.

Le numérique représente en France 10 % de la consommation d'électricité et 2,5 % de son empreinte carbone, selon une étude de l'**Ademe** et de l'**Arcep** de 2020. Pour donner un ordre d'idée, l'étude montre que les impacts sur le changement climatique du numérique sont « légèrement supérieurs au secteur des déchets en France » et émettent autant de CO₂ que 12 millions de voitures qui rouleraient, chacune, 12 000 km par an. .../...

Si d'un côté le passage au numérique permet d'éviter des pollutions – moins de papier imprimé, c'est davantage d'arbres préservés par exemple –, de l'autre, il en génère de nouvelles. Pour étudier l'empreinte du numérique, attention à « *ne pas passer à côté de transferts de pollution* », prévient ainsi **Pénélope Guy**, responsable du développement numérique chez l'entreprise de conseil **APL data center**.

L'augmentation de la consommation d'électricité liée à la massification des smartphones ou des box, la pollution minière et industrielle générée par la fabrication de nos appareils ou les émissions de CO₂ du transport de ces derniers pèsent lourdement. C'est pour cela que les études sur l'impact écologique du numérique rassemblent des dizaines de critères.

Il faut aussi prendre en compte trois strates différentes du numérique : les terminaux utilisateurs et objets connectés, soit tous les appareils que vous utilisez ; le réseau qui transporte ces milliards de données et d'interactions ; et les centres de données qui les stockent. Dans l'utilisation quotidienne, tous les niveaux sont sollicités. Par exemple, pour arriver sur le site de *Basta!* et lire cet article, vous disposez d'un ordinateur ou d'un smartphone (terminal utilisateur), d'une connexion pour accéder à Internet (réseau) puis au site, lui-même hébergé sur un serveur. Et vous pouvez décider de le partager sur Twitter, qui stockera cette donnée (centre de données). Chez les chercheurs, la conclusion est unanime : ce qui abîme le plus la planète, ce sont les terminaux utilisateurs. Fabriquer une télévision, une tablette, un ordinateur ou un smartphone constitue la majeure partie des impacts actuels du numérique. Selon l'Ademe et l'Arcep, les terminaux utilisateurs représentent entre 63,6 % et 92 % des impacts sur l'environnement du numérique (épuisement des ressources, émissions, consommation d'énergie, production de déchets ...)

Pour fabriquer un smartphone, il faut une quantité de minerais rares considérable. Dans les puces circuits de nos petits appareils, étain, zinc, argent, plomb, chrome, tantale, cadmium avoisinent le nickel et le cobalt ou le lithium des batteries. **Leur extraction est source de pollutions et d'inégalités sociales fortes**.

D'un point de vue écologique, l'extraction et le raffinage de ces minéraux sont les principales sources d'impact. Très gourmand en eau, en énergie et en ressources non renouvelables, notre objet connecté a un impact environnemental avant même

qu'il arrive entre nos mains. Mais la difficile traçabilité de ce qui s'y trouve et le manque de transparence sur la manière dont ces minerais sont extraits – dans quels pays, avec quelles conditions de travail – compliquent grandement l'évaluation – déjà très sombre – de leur impact.

De plus, l'épuisement des ressources quette. Certains minerais sont déjà au seuil critique.

« 30 matières premières, parmi les matières stratégiques pour notre économie », présentent « un risque élevé de pénurie d'approvisionnement », prévient l'Ademe, dont le lithium ou le cobalt pour les batteries, ou le tantale indispensables aux circuits des smartphones. La quantité d'appareils que l'on peut produire n'est donc pas infinie. Un constat qui devrait alarmer, selon **Frédéric Bordage** de *GreenIT.fr* : « **D'ici une trentaine d'années, on ne pourra plus fabriquer de numérique. Au-delà des impacts environnementaux, cela devrait déjà nous faire peur car nous sommes tous dépendants du numérique.** » Un paradoxe alors que les marques multiplient les modèles et font, de l'obsolescence de leurs produits, une source de profits. .../...

Envoi personnel du 13/01/2023 d'un article par Guy CRÉQUIE

Site : guycrequie.blogspot.com/ ; "Le Messenger de la paix" :

guycrequie.blogspot.com/2022/08/

LES LUTTES SYNDICALES ONT LEURS REPÈRES POUR LEUR EFFICACITÉ !

La première Ministre : Madame **Élisabeth BORNE**, a présenté le plan gouvernemental inspiré par le Président **Emmanuel MACRON** comme **le seul possible pour sauver notre système de retraite par répartition**.

Depuis l'annonce, les Ministres se succèdent sur les plateaux pour affirmer le caractère inéluctable de leur dispositif et le seul présenté comme JUSTE ! Retraité syndiqué des IEG, ancien adhérent UGICT CGT, je joins ci-dessous la position de l'organisation.

Cependant, mon propos ce jour nous renvoie au passé : **le passé revisité non comme modèle ou nostalgie, mais comme repère pour mieux appréhender le présent !**

Aux jeunes militants et adhérents, je conseille d'avoir à l'occasion

l'opportunité de lire ces livres de nos anciens dirigeants :

- **Benoît FRACHON** [pour] "*Au Rythme des jours*", 1944-1967 ;
- **Georges SÉGUY** [pour] "*Le Mai de la CGT*" et "*Lutter*" (autobiographie).

Benoit FRACHON ,comme dirigeant de la CGT, a connu les grandes grèves de 1936 et 1947 et celles de 1968. Georges SÉGUY, était le secrétaire général de la CGT lors des événements de mai et juin 1968 et dirigea la délégation CGT lors des négociations de Grenelle.

Il fut secrétaire général de la CGT jusqu'au congrès de Lille en 1982, puis il fut le Président de l'Institut d'histoire sociale de la CGT.

La décision unitaire des 8 confédérations syndicales (une première depuis longtemps) crée un embarras médiatique et politique au sein de la majorité et des défenseurs de la pensée unique.

Les économistes, les dirigeants politiques, les commentateurs politiques se relaient sur les plateaux de télévision pour exprimer leur incompréhension sur cette mobilisation syndicale.

À considérer avec humour :que c'est la position du Secrétaire général de la CFDT : **Laurent BERGER**, qui **provoque le plus d'émotions et irrite les économistes, experts en tous genres, journalistes spécialisés, politiciens acquis au pouvoir en place.**

Celui-ci, présenté comme vertueux, ces dernières années, [et] un modèle de réformisme, de l'art du compromis et de la négociation = devient d'un seul coup : incompréhensible, et présenté comme : dépassé par sa base, prisonnier de ses adhérents, obsédé par son antipathie personnelle vis- à vis du **Président MACRON !**

Désolé : Messieurs les laudateurs du libéralisme outrancier, les luttes sociales existent et demeurent !

La CGT est confrontée et de fait met en œuvre ce que précisait déjà le CCN (comité confédéral national) à l'île de Ré en 1972 :

- **Appliquer correctement la démocratie syndicale**, puis avec tous les salariés (ce que l'on appelait alors la démocratie ouvrière, mais l'évolution technologique des métiers motive l'appellation "démocratie" pour toutes et tous les acteurs salariaux),
- **Rechercher le plus possible les grèves majoritaires**,
- **Rechercher le soutien de la population** pour rassembler, faire progresser les consciences.

Dès le 19 janvier, nous serons confrontés à ces 3 exigences qui sont déjà mises à l'œuvre :

1° La démocratie syndicale : elle se traduit par le mécontentement des syndiqués et en la circonstance = tous syndicats confondus et ainsi par la décision unitaire des 8 confédérations.

2° Faire des grèves majoritaires et de puissantes manifestations : c'est l'enjeu des mouvements qui débutent le 19 janvier et qui concernent tous les salariés et retraités tant du secteur privé que public.

3° Rechercher le soutien de l'opinion du peuple, et à priori, nos concitoyens sont majoritairement hostiles aux décisions gouvernementales qui appliquées vont dégrader les conditions d'existence et de santé des salariés puis retraités.

À noter : une disposition parmi d'autres particulièrement injuste : les moins diplômés, celles et ceux les plus usés physiquement qui ont débuté leur activité professionnelle entre 16 et 18 ans, vont devoir cotiser 44 ans : soit au-delà des 43 années déjà contestables et ce dès la génération née en 1965.

Cordialement, et fraternellement,

© Guy CRÉQUIE

Retraité syndiqué des IEG,

ancien membre de la direction de l' UD CGT du RHÔNE (1968/85),
cofondateur du centre confédéral de la jeunesse CGT le 3 janvier 1969,

ancien membre de la branche nationale « cadres » de la FNME CGT,

ancien collaborateur des secteurs confédéraux « Organisation et éducation »,
devenu chanteur pour la paix, poète et écrivain, observateur social, auteur de 38
livres publiés depuis 1980,

et je cite les 4 derniers :

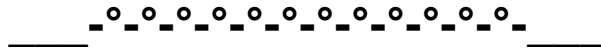
- « *Avec la pandémie de la COVID-19 (hâtons-nous de rendre la philosophie populaire et nécessaire)* » (avec une préface d' Ernesto KAHAN, médecin et physicien, vice-Président de l'Académie mondiale de la culture et des arts, détenteur du prix Nobel de la paix 1985). Éditions du Cordeau, septembre 2020 ;

- « *Poésie planétaire* » avec une préface de 3 personnalités = seul recueil poétique publié qui se termine par un concert d'une heure 30 de genres musicaux, différents, avec accompagnement instrumental et selon : orchestre de variétés, ou ensemble symphonique ou philharmonique.

Éditions nombre 7- 2020 ;

- « *Avec la pandémie de la Covid-19 et après ?* » (avec une préface de

Michèle PICARD, Maire de la ville de Vénissieux, vice-Présidente de la métropole lyonnaise). Éditions du Lys bleu 2022 ;
- « *Le Messager de la paix* », livre autobiographique relatant mes péripéties pour la paix dans plus de 50 pays (avec une préface du Docteur Ayo Ayoola-Amale, vice-Président de la Commission diplomatique mondiale des éducateurs pour la paix affiliés à l' ONU.) Même éditeur que le précédent, 2022.



Position de l'UGICT CGT

Source : lettre info UGICT, reçue le 12 janvier 2023 (par Guy Créquie).

Le vrai objectif

Emmanuel Macron a décidé de **passer en force sa réforme des retraites contre l'avis de l'ensemble des organisations syndicales et d'une large majorité de la population.**

Au lieu de répondre au défi énergétique, sanitaire et environnemental, le Gouvernement prend la grave responsabilité de plonger le pays dans un conflit social de grande ampleur.

Pourquoi cette réforme ?

Notamment pour contraindre les cadres et les professions techniques et intermédiaires à se tourner vers l'épargne retraite dans l'espoir de maintenir leur niveau de vie. Ce serait un cadeau en or pour les banques et les assurances, mais un grave recul pour les salarié-es qui n'auraient aucune garantie de récupérer leur mise !

Trop c'est trop

Il s'agit de la 8e réforme en 30 ans qui organise la baisse des droits à retraite.

Dans le même temps les dividendes ont explosé et les grandes entreprises payent toujours moins d'impôts et de cotisations sociales.

En 2020, nous avons forcé le gouvernement à enterrer son projet de retraite à points.

Nous pouvons à nouveau faire changer la donne par notre mobilisation.
Notre pays n'a jamais été aussi riche.

Ce que nous voulons, c'est travailler moins et mieux, pas le contraire !

Tout le monde perdant...

Aujourd'hui, les cadres partent à 63 ans en moyenne. Avec ce projet, les salarié-es devraient travailler beaucoup plus longtemps. Pourtant, l'espérance de vie en bonne santé stagne à 65 ans en moyenne.

L'âge d'ouverture des droits serait augmenté de 3 mois chaque année dès la génération 1961. Il ne serait plus possible de partir avant 64 ans pour celles et ceux nés après 1968.

Il faudrait avoir cotisé 43 annuités pour toutes celles et ceux né-es après 1966.

Les départs anticipés pour pénibilité, carrières longues ou régimes spéciaux, seraient reportés de deux ans.

Une réforme injuste qui va précipiter la baisse des pensions.

Seules 35 % des personnes de plus de 60 ans sont en emploi. Reporter l'âge de départ n'augmenterait pas l'emploi des seniors, mais accélérerait la chute du niveau des pensions déjà sévèrement amputé par les précédentes réformes.

Pour un cadre du privé, sa pension totale représentait :

72 % du salaire de fin de carrière il y a 40 ans

contre 67 % aujourd'hui,

et 51 % dans 40 ans.

(Source: AGIRC-ARRCO).

Vous accepteriez que, demain, votre fiche de paie soit amputée d'un tiers ?! C'est ce que le gouvernement veut faire avec nos retraites.

Et si on parlait enfin financement ?

Le Gouvernement veut imposer sa réforme violente et injuste pour résoudre un déficit qui s'élèverait à 12 milliards à horizon 2030...

Pourtant, il a refusé d'examiner les nombreuses propositions des organisations syndicales qui permettent non seulement de remettre les comptes à l'équilibre mais, surtout, de **financer la retraite à 60 ans avec au minimum 75 % du dernier salaire** :

- Mobiliser les 157 milliards d'euros annuels d'aides publiques aux entreprises.
- Mettre à contribution les revenus financiers des entreprises. (En 2022 les actionnaires des entreprises du Cac 40 ont touché 80 milliards d'euros,

un sommet jamais atteint).

- Élargir l'assiette des cotisations et y intégrer les primes des fonctionnaires, l'intéressement et la participation.
- Mettre fin aux 28 % d'écart de salaire entre les femmes et les hommes rapporterait 6,5 milliards par an dans les caisses.
- Augmenter les cotisations d'un point rapporterait près de 15 milliards d'euros.
- Augmenter les salaires, pas l'âge de la retraite !
- Des augmentations générales des salaires amèneraient davantage de cotisations sociales pour financer les retraites et garantirait de meilleures pensions pour toutes et tous.

Alors que l'inflation atteint des records, gouvernement et patronat gèlent pourtant les salaires et nous exclu-ent des augmentations générales en nous renvoyant à des primes ponctuelles.

Ainsi, en 2022, les salaires des cadres et professions intermédiaires ont baissé de 3,6 % en euros constants !

Pour garantir la juste rémunération de notre travail et de nos qualifications, la CGT revendique :

- L'indexation des salaires sur les prix et le rétablissement de l'échelle mobile des salaires.
- La mise en place de sanction pour les entreprises qui discriminent les femmes.
- La revalorisation des métiers féminisés et la reconnaissance des qualifications.
- L'ensemble des organisations syndicales appelle à se mobiliser contre cette réforme violente et injuste.
- Le 19 janvier, chaque action, chaque manifestation, chaque heure de grève comptera pour l'avenir.
- Plus nous serons nombreuses et nombreux, plus vite le gouvernement sera contraint de retirer sa réforme !

UGICT CGT
(Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT)
ugictcgt.fr

Transmission personnelle le 08/01/2023 d'un article par Do

LA LUTTE DES DÉCLASSÉS

Une rencontre du troisième type : la lutte des « déclassés »

Par Jean-Pierre GARNIER

Source : mai68.org/spip2/spip.php?article13862

Jean-Pierre Garnier, le 7 janvier 2023 :

Éditorialistes, chroniqueurs, sondeurs sont unanimes : les mois qui viennent s'annoncent bordéliques. Avec les « crises » diverses qui s'accumulent, la situation politique risque d'être ingérable. Mais alors que les médias dominants rivalisent en propos alarmistes sur la pagaille sociale qui pointe à l'horizon, ils se montrent des plus discrets sur les mesures drastiques déjà prises ou en préparation pour juguler les débordements sociaux. Lesquels risquent de sortir des sentiers battus par les traditionnelles mobilisations politiques ou syndicales. Ce qui explique que le gouvernement soit déjà sur pied de guerre (civile). Je traite de tout cela dans le topo qui suit.

On sait, depuis la célèbre définition de **Max Weber**, qu'« *un Etat est une communauté humaine qui revendique le monopole de l'usage légitime de la force physique sur un territoire donné* ». Une revendication dont seuls les anarchistes ont osé contester... la légitimité. **Un siècle plus tard, nos gouvernants semblent plus que jamais avoir faite leur cette définition : sentant venir le vent mauvais d'une révolte conséquente des « gens de peu », ils désarment le populo et s'arment de plus belle.**

D'un côté, du 25 novembre au 2 décembre, le ministère de l'Intérieur a lancé parmi la population française une opération de remise des armes à l'État. Selon **Gérard Darmanin**, actuellement premier flic de France, cette « *opération historique a suscité une large adhésion* ». Près de 200 000 armes seraient ainsi sorties de

la clandestinité. Ce succès doit être néanmoins quelque peu relativisé. Si les chasseurs, les tireurs sportifs ou les collectionneurs ne se sont pas fait trop prier pour déposer les armes qu'ils gardaient chez eux ou les faire enregistrer, ce sont les Corses et surtout les «racailleux de banlieue» qui se sont montrés les plus réticents à les déposer ou même à les signaler. Résultat : il resterait après la régularisation, selon l'estimation des pouvoirs publics, plus de 2 millions d'armes détenues sans être déclarées. Nombre difficile à vérifier mais sans doute sous-évalué étant donné le caractère clandestin de leur possession et de leur usage, appelé de surcroît à augmenter avec le détournement frauduleux des armes envoyées dans le pays le plus corrompu d'Europe pour faire face à l'«agression russe».

D'un autre côté, mais **toujours du côté l'État, l'arsenal répressif ne cesse de se renforcer en prévision des troubles que ne manquera pas susciter la poursuite d'une politique de régression sociale systématique, intensifiée depuis l'arrivée de Macron à l'Élysée**. Ainsi le ministère de l'Intérieur a-t-il lancé en novembre dernier son plus important appel d'offres (38 millions d'euros) depuis des années afin d'équiper police et gendarmerie en grenades et accessoires. Comme on n'arrête pas le progrès, figureront dans le lot la grenade GM2L de catégorie A2 —pour matériel de guerre— et un nouveau modèle de grenade dite assourdissante. Soi-disant «non létales», elles peuvent mutiler plus ou moins gravement. Cet afflux d'armes ne laisse donc aucunement prévoir une désescalade dans le maintien de l'ordre bourgeois. Dans la gazette officielle de la gendarmerie nationale, on trouve même une appréciation sur le sens de cette commande préventive qui n'aurait pas déparé dans un journal libertaire : « *Plusieurs associations et collectifs voient dans cette nouvelle commande massive, une volonté masquée [sic : « marqué» eût été plus adéquat] d'aller à l'affrontement au cours des prochains mois et des prochaines années, laissant ainsi de côté toute place au dialogue social, et anticipant la répression dure [re-sic] des mouvements sociaux.(1)* » Un pas de plus dans les préparatifs de cette répression est constitué par l'acquisition par la gendarmerie nationale d'un nouveau modèle d'engin blindé beaucoup plus performant en matière de « rétablissement de l'ordre dans des environnements dégradés »(2) [re-sic] que ceux dont elle dispose déjà. Baptisé du nom de **Centaure**, en référence à la mythologie grecque qui désignait de la sorte une créature mi-homme mi-cheval, symbole de l'alliance du corps et de l'esprit, de la force et de la sagesse, ce véhicule blindé est effectivement

un pur produit de l'innovation technologique mise au service de l'efficacité meurtrière qui en fait une véritable arme de guerre, de guerre civile bien entendu. 90 exemplaires ont été commandés, lesquels pourront être engagés au profit non seulement de la gendarmerie mais aussi d'« *autres composantes du ministère de l'intérieur* », c'est-à-dire de la flicaille. Outre les « *équipements optroniques modernes et de capacité actualisée, donc téléopérés en matière de tir et de lancement de grenades, ces engins possèdent des capacités de pousser, ainsi que de dégagement, grâce à des lames montées sur des vérins pneumatiques installées à l'avant du véhicule* ». **Une efficacité accrue est donc programmée dans l'art d'écraser les révoltes populaires.**

Comme si cela ne suffisait pas, les mitrailleuses dont ces merveilleuses machines «polyvalentes» sont équipées peuvent également tirer à balles réelles. Éventualité certes impensable *a priori* dans nos démocraties européennes si l'on en croit les condamnations indignées de nos gouvernants, Macron en tête, quand leurs homologues de pays situés sous d'autres latitudes recourent à ce procédé barbare pour venir à bout de la colère de gens rendus furieux par des mesures iniques qui les ont incités à « descendre dans la rue ». Rappelons tout de même que, le 19 novembre 2021 à Rotterdam, sous un régime au-dessus de tout soupçon de dérive dictatoriale comme celui des **Pays-Bas**, le gouvernement n'avait pas hésité à **faire tirer à balles réelles contre des manifestants pacifiques qui protestaient contre l'imposition du passe soi-disant sanitaire**, sans que cet « usage disproportionné de la force », selon l'expression consacrée, suscite la moindre objection de la part des autres dirigeants de l'U.E. Il est vrai qu'en **Guadeloupe** et en **Martinique**, en 2021-2022, les autorités avaient envoyé des chars ou le GIGN pour mater les rebelles qui refusaient eux-aussi de se plier aux injonctions à l'injection, de manière un peu musclée, il est vrai, certains ayant eu recours à des méthodes quasi-insurrectionnelles : barrages routiers, opérations escargot, blocages et occupations d'édifices publics, pillages d'entrepôts... (Ex)actions d'autant plus inquiétantes que les plus politisés des trublions avaient sciemment fait dégénérer les manifestations en contestation de la reproduction d'un système postcolonial dans les Antilles françaises.

Cela dit, le spectre qui hante aujourd'hui la classe dirigeante française et, dans une moindre mesure mais suffisamment pour la préoccuper, l'opposition de gauche autocontrôlée de néo-

petite-bourgeois domestiqués, n'est évidemment pas le communisme ni une révolution socialiste qui pourrait le faire advenir, mais tout simplement — si l'on peut dire — l'ingouvernabilité du peuple. En effet, si le refrain de *La Marseillaise* « *Aux armes citoyens !* » transcrit pendant quelques décennies parmi les partisans de la lutte armée anticapitaliste, relève d'une période révolue, celui, implicite, « **Aux urnes, citoyens !** », qui l'a remplacé avec l'avènement de la démocratie représentative, fait de moins en moins recette parmi le peuple. Ce qui n'est pas sans tourmenter quelque peu la bourgeoisie et les politiciens professionnels qui ont fait leur l'assertion du député «insoumis» **François Ruffin** lors de sa première campagne électorale de 2016-2017 selon lequel « *un peuple qui n'est pas représenté n'existe pas* ». À cet égard, si le mouvement des *Gilets jaunes* a fait beaucoup parler de lui, donnant lieu à plus d'une quarantaine d'ouvrages à vocation plus ou moins savante — sans compter la pléthore de dossiers et d'articles — pour essayer d'en dégager les tenants et les aboutissants, c'est parce qu'il constituait un démenti cinglant à cette assertion. Certes, cette irruption populaire totalement inattendue — aux sens propre et figuré du terme — n'a pas débouché sur un changement de régime ou même de gouvernement, et l'usure avec le temps combinée à la répression ont eu somme toute assez facilement raison de cette mobilisation inopinée. Mais rien ne garantit qu'un événement de cette nature où le peuple réussit à manifester son existence sans intermédiaires parasites ne se reproduira pas, à une échelle élargie et selon une durée amplifiée cette fois-ci. Et c'est précisément pour se prémunir contre une éventualité aussi funeste que la classe dirigeante délègue à ses représentants la mission d'y faire face de la manière habituelle, à savoir en étouffant la révolte avec les moyens militaires appropriés, dans le sang au besoin.

En usant d'un rapprochement qui paraîtra osé à certains, on pourrait parler à propos de la confrontation entre les classes dominantes françaises et les Gilets jaunes d'« *une rencontre du troisième type* ». Dans le film de **Steven Spielberg**, les Terriens s'étaient retrouvés face à des extra-terrestres débarqués d'un OVNI d'autant plus craints des premiers que ceux-ci ne savaient rien des seconds. Toutes choses égales par ailleurs, c'est un peu ce qui s'est produit avec le surgissement spectaculaire, à partir d'une France dite « périphérique » d'autant plus méprisée qu'elle était — et reste — largement méconnue des bourgeois et des bobos, d'une frange de « déclassés » mécontents voire

en colère dont l'identité collective échappait aux canons de la lutte des classes traditionnelle. On n'avait plus affaire en effet à la coexistence pacifique, baptisée « union nationale » ou « cohésion sociale », du «vivre ensemble» entre dominants et dominés, ni non plus, à l'inverse, à leur affrontement ouvert avec l'affaiblissement voire la fin de la domination de classe pour enjeu, mais à un troisième type de conflictualité prenant, parce qu'il était hors normes et, de ce fait, placé sous le signe de l'incertitude, les profiteurs ou les bénéficiaires de l'ordre social au dépourvu. À leurs yeux, une telle situation ne saurait perdurer. D'où, après une période d'accalmie prolongée par **l'arrivée bénéfique d'une « crise sanitaire » faisant diversion et autorisant toutes les restrictions aux libertés, la peur devenue obsessionnelle parmi les instances dirigeantes et leurs valets médiatiques de voir la soumission « citoyenne » à un État dit « de droit » faire place à une désobéissance civile multiforme et généralisée au point d'atteindre un point de non retour et de non recours. Pour les pouvoirs en place et leurs servants, c'est là une perspective carrément insupportable.**

Lorsque l'État veut faire des achats de fournitures avec l'argent public, il doit lancer un appel d'offre sur le bulletin officiel des annonces des marchés publics - BOAMP. C'est ainsi que l'on peut trouver les différents commandes du gouvernement en matière de répression. Le 10 novembre, le Ministère de l'Intérieur lançait le plus gros appel d'offre jamais passé de munitions pour réprimer la population.

L'appel d'offre, consultable en ligne(3), concerne la « *fourniture de grenades de maintien de l'ordre et accessoires destinés aux services de la police nationale et de la gendarmerie nationale* ». Le ministère prévoit **38 millions d'euros de budget.** Ce qui équivaut à plusieurs millions de grenades. Oui, vous avez bien lu, millions. Entre 4,5 et 13,4 millions de grenades de tous types pour les quatre années à venir, c'est à dire le reste du deuxième mandat de Macron.

L'appel d'offre comprend des grenades lacrymogènes de deux types : celles, connues de tous les manifestants, de 56 millimètres et 40 millimètres, qui jonchent le sol après les manifestations, et qui peuvent être tirées jusqu'à 200 mètres. Quantité maximum prévue ? 9,44 millions d'unités. L'autre lot est celui des grenades explosives. Les **GM2L** - Grenade Modulaire à Double effet Lacrymogène -, qui contiennent du **C4**, un explosif

militaire. On a vu ces grenades provoquer des cratères dans les champs de Sainte-Soline(4) et blesser de nombreuses personnes, lors de la manifestation contre les méga-bassines du 29 octobre dernier. Ces grenades ont déjà arraché deux mains en deux ans : lors d'une manifestation à Paris en décembre 2020, et lors d'une Free Party à Redon(5) en juin 2021. Elles sont officiellement considérées comme des armes de guerre.

Cette commande est colossale. Il y a environ 1460 jours en 4 ans. 13,4 millions de grenades, c'est la possibilité de tirer potentiellement pour chaque jour du quinquennat qui commence 8 904 grenades sur la population. Darmanin a vu les choses en grand. La France est une lacrymocratie. Désormais, il n'y a quasiment plus une semaine dans ce pays sans tir de gaz lacrymogène. Dès sa première élection en 2017, Macron avait fait acheter pour 22 millions d'euros de «grenades de maintien de l'ordre et moyens de propulsions à retard».

En 2019, après le déclenchement des Gilets Jaunes, le Ministère de l'Intérieur commandait simultanément plusieurs dizaines de milliers de grenades pour le maintien de l'ordre et 25 millions de cartouches destinées aux fusils d'assaut dont sont dotés tous les policiers depuis les attentats. La même année, 1280 LBD étaient commandés. En mars 2021, l'État lançait une nouvelle commande de 170.000 balles en caoutchouc à l'entreprise française Alsetex, basée dans la Sarthe.

La France est sans doute le pays occidental qui utilise le plus massivement le gaz lacrymogène contre sa population. Plus de 10.000 grenades tirées rien qu'à Paris le 1er décembre 2018 contre les Gilets Jaunes. 13.000 grenades lacrymogènes ont été tirées en une semaine, au printemps 2018, sur la ZAD. Des milliers de grenades ont été tirées à Nantes, Toulouse, Rennes ou Montpellier lors de fortes mobilisations. À Sainte-Soline dernièrement : 2000 grenades pour 7000 manifestant-es qui s'approchaient d'un chantier. Tout ça en quelques heures. Sans parler des munitions utilisées presque chaque semaine dans les quartiers populaires. L'usage est massif, systématique, inconditionnel, alors qu'il était encore assez rare il y a 20 ans.

Vivement les lendemains qui déchantent... Je crains qu'en ce beau pays des gaucheries de l'homme, il ne faille que ça empire pour que ça aille mieux. Nos élites (comme on dit par antiphrase) qui sentent le mauvais vent venir, désarment populo et s'arment

de plus belle.

Le terme important de cette définition est « légitime ». Car si des personnes ou des groupes peuvent faire usage de la violence, elle n'est en aucun cas légitime. Seul l'Etat est habilité à utiliser la violence sans qu'on puisse lui en dénier la légitimité. Cela fait partie de ses prérogatives légales. Même quand l'Etat autorise les individus à user de la violence (cas de la légitime défense), les individus tiennent cette légitimité de l'Etat, sous forme de délégation.

L'Etat dans la philosophie contractualiste

Cette conception de l'Etat chez **Weber** prend sa source chez les philosophes contractualistes, notamment **Hobbes**, chez lequel l'Etat (*le Léviathan*) naît lorsque les individus acceptent de confier leur volonté à une force supérieure en échange de la sécurité. Or, la sécurité suppose l'usage possible de la violence contre ceux qui la mettrait en danger.

En aval, cette théorie traduit la définition régaliennne de l'Etat, laquelle soutient que l'Etat doit se cantonner à des fonctions de sécurité et de sûreté des membres de la société. Ainsi, toute violence autre que celle de l'Etat serait nécessairement illégitime.

Anarchisme et violence

Les anarchistes s'opposent à cette conception de l'Etat : seuls les individus sont aptes à se défendre eux-mêmes. De plus, ce monopole peut dégénérer en violation pure des droits des individus. En témoignent les cas de torture (**Abou Graib en Irak** en est un exemple) pratiqués des militaires, c'est-à-dire des fonctionnaires d'Etat, et validée par la hiérarchie étatique. Il est cependant intéressant de noter que l'espace public (opinion publique, médias) joue un rôle de régulateur dans l'exercice de cette violence légitime, en y posant des limites (les contrevenants sont alors punis pour avoir outrepassé leur devoir). L'anarchisme affirme néanmoins que les dérives sont consubstantielles à l'Etat, la seule solution étant de détruire l'Etat purement et simplement. L'Etat est la violence.

Jean-Pierre GARNIER

Notes :

(1) Répression dure des mouvements sociaux :

«Renouvellement massif des stocks de grenades de maintien de l'ordre», L'ESSOR de la gendarmerie nationale, 23 décembre 2022

(2) Nouveau modèle d'engin blindé pour « rétablissement de l'ordre dans des environnements dégradés » :

« Centaure, le nouvel engin blindé de la gendarmerie nationale, GENDInfo, 11 novembre 2021

(3) L'appel d'offre, consultable en ligne, concerne la fourniture de grenades de maintien de l'ordre :

boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:%2222-149405%22

(4) Cratères dans les champs de Sainte-Soline :

contre-attaque.net/2022/10/31/grenades-explosives-le-gouvernement-pret-a-tuer

(5) Main arrachée lors d'une Free Party à Redon :

contre-attaque.net/2022/03/12/main-arrachee-lors-dune-free-party-a-redon-classement-sans-suite

Envoi personnel du 21/12/2022 d'un article par *Etiks Café* (Centre d'actions citoyennes en Suisse, Canton du Valais)

Sites : etiks.ch/Etikis/Accueil.html ; artisansdulien.ch

ENFANCE : ÉDUCATION FINE CONTRE VIOLENCE SYSTÉMIQUE

Bonjour.

J'aimerais vous partager **un point de vue sur l'éducation, sur la vie et sur l'amour**. J'espère que ce message permettra de libérer à la fois notre temps et notre amour. C'est une question qui pour moi est primordiale,

vitale.

Pouvez-vous percevoir la même violence que je perçois dans notre vie de tous les jours ? Le sentiment de vivre dans une cage de hamsters, avec plusieurs salles reliées par des tunnels, chaque salle ne pouvant être fréquentée qu'à une heure précise, avec des hamsters différents ? Avez-vous un petit sentiment de solitude et de tristesse lorsque le sujet de conversation tourne autour de quand j'ai couru dans la roue, de quelles graines, je préfère manger ?

Nous connaissons tous le **stress**. C'est une violence que l'on s'inflige à soi-même. Et pourquoi ? À chaque stress, je peux me poser la question. Il y a toujours une peur sous un stress. Une contrainte, une rigidité du temps. Cela vient-il de l'éducation et du conditionnement ? Nous n'avons pas le temps d'observer cette peur, parce que « *il faut...* ». Il y a à l'intérieur de moi une autorité qui me juge en permanence. Un vrai tyran. Et aussi un petit enfant qui a peur.

Je suis certain que la paix dans le monde dépend de ce rapport au temps. Et je pense que dans notre manière d'« éduquer », nous faisons fausse route, car nous générons du stress, de plus en plus de stress. Nous abordons les enjeux de ce monde séparément, dans l'urgence, c'est la lutte. Il faut lutter pour les droits humains, il faut lutter pour l'égalité, etc. Tout est mesure et comparaison. Nous sommes violents.

Cette violence subie dès l'enfance, nous la faisons subir aux enfants, sans remettre en question l'ensemble de notre manière de fonctionner. Et pourtant nous sommes intérieurement déchirés. Nous refoulons ce que nous ressentons, car nous avons appris à mettre un couvercle sur nos émotions dès le plus jeune âge. Et c'est pour cela que nous tolérons la violence du monde et que nous l'alimentons.

On sait au plus profond de nous que quelque chose ne va pas. On souffre, mais on garde le masque et on sourit. Nous avons perdu confiance, car nous avons été abandonnés, séparés, jugés. Nous pensons être différents des autres, que cette souffrance est un problème à nous. Nous la gardons à l'intérieur. Et pourtant dans cette souffrance commune à toute l'humanité se trouvent toutes les clés de notre liberté, et notre liberté est indissociable de celle des autres. Cette énorme tristesse, cette colère que je ressens, ne sont qu'amour enfermé.

Si j'ai peur d'arriver en retard au travail ou à l'école, je me violente, et simultanément je violente mon entourage. « *Dépêches-toi !* ». Je suis subordonné à l'autorité, et je me subordonne à moi-même. L'égo est cette autorité séparée de moi qui me dirige. Il est **la peur**.

Et si l'école d'aujourd'hui était une prison ? Et que cette prison matérialisait l'avenir, maintenant ? N'est-elle pas une machine à diviser et à identifier, une fabrique d'égo (séparation) et de bravo ?

Que se passe-t-il lorsque vous dites bravo à un enfant ? Il sort du moment présent, se crée une image de lui-même, et commence à agir pour que vous soyez content de lui, non ? Ça ne suffit pas qu'il soit content, pas de lui, mais content tout court ? Si l'objectif est qu'il se sente en confiance, on ne peut juger ce qu'il fait. Si on le juge, il va se projeter dans le temps et vouloir devenir pour plaire, être aimé. **Là où il y a jugement, il y a peur, pas amour. Projection, pas moment présent. Et dès qu'il y a projection, il y a identification et séparation, et donc violence.**

Combien d'entre nous n'aiment pas leur travail ? Combien de mères en burn-out ? Combien de parents à l'ems ? Combien de suicides ? Faut-il vraiment faire des efforts ? J'entends par là qu'on apprend par l'exemple, et qu'un enfant qui grandit dans une humanité qui œuvre ensemble pour le bien commun, n'a pas besoin de faire des efforts. Nous avons été conditionnés pour avoir des motivations externes, il est temps de revenir à quelque chose de plus spirituel, les motivations internes, l'amour.

Une remise en question de l'institution est indispensable. Tout peut se faire dans le moment présent, dans l'observation, l'écoute et la douceur. A cet endroit est l'amour. L'énergie de la vie. Plénitude. Authenticité. Joie. Gratitude.

Pouvons-nous décider de ne plus être violents ? Plus de comparaison, plus de mesure, plus de classification ?

Du fonctionnement de l'école découle le fonctionnement du monde. Si l'on veut rendre les Suisses meilleurs que les autres ou les Valaisans plus performants que les Vaudois, comment être en paix ? Nos relations matérialisent le monde. Pourquoi cette compétition ? Pourquoi ne pas apprendre à faire ensemble, à questionner, chercher ensemble, cette vérité, cet amour ? Quelle énergie perdue, quelle tristesse.

Dans ce que nous appelons école, ni ceux que nous appelons professeurs, ni ceux que nous appelons élèves, agissent depuis leur motivation interne. Il est temps de remettre l'amour au milieu du village.

Je ne sais pas si vous pouvez percevoir la violence lorsque quelqu'un demande à un enfant: « *qu'est-ce que tu vas faire plus tard ?* » Ce choix parmi des cases préétablies induit une résignation. Le monde est ainsi et c'est comme ça que tu dois y participer. Cela coupe l'élan à agir par soi-même, les possibilités d'évolution, l'intelligence. Cela réduit le champs de la créativité.

Avec cette habitude de se projeter dans le temps dans des cases, on sépare la famille, les fratries. Est-ce normal ? Quelle que soit la réponse, pourquoi est-il interdit de rester ensemble, en paix, de prendre soin les uns des autres ?

Que suis-je en ce moment ? Écrivain ? Éducateur ? Coach ? Gourou ? Psychologue ? Facilitateur ? ? Evolutionnaire ? Fou ? Créateur de réseau ? Faiseur de pont ? Libérateur d'émotions ? Cornichon, saucisson ? Toutes ces identifications sont le fruit d'un jugement que je me porte, ou que l'on me porte. J'ai récemment identifié ce sentiment diffus, ce manque de conviction que j'éprouve lorsque je dis que je suis facilitateur ou autre chose. En fait ce n'est pas vrai. J'ai des compétences dans pas mal de domaines, et j'aime en découvrir d'autres. Lorsque je me définis avec un titre, je me mets moi-même dans une case qui me sépare intérieurement et qui me sépare des autres. Je crée une image limitante de moi-même. Lorsque j'agis sans cette image, je peux tout faire, ensemble. Je peux me mettre au service et donner le meilleur de moi-même. Être un pont entre toutes les ressources. Je suis.

Dans la salle de classe, si je m'identifie comme « professeur », je pars du contexte, et j'ai un sentiment d'impuissance à le transformer. En revanche, si je renonce à cette image, que je suis simplement Jean ou Jacqueline, je peux essayer de nouvelles choses, réunir d'autres personnes, accéder à d'autres ressources. Je passe de l'obéissance et la frustration à la créativité et l'intégrité, j'accède à mon plein potentiel pour transformer l'école de l'intérieur, et donc le monde. Les professeurs sont en souffrance. Ils sont soumis à l'autorité d'une institution désuète.

L'enfant apprend de ses erreurs. Les adultes aussi. Dites à un enfant de ne pas se brûler sur une bougie, il se brûlera et apprendra de son erreur. Il en est de même avec les adultes. Mais ces derniers ont appris qu'ils n'ont pas droit à l'erreur. Que l'erreur est une faute. Va-t-on apprendre de cette erreur ?

Quand l'erreur est une faute, toute l'énergie créative est bloquée, et l'apprentissage est impossible. Il n'y a qu'instruction.

Les enseignants sont coincés, on ne leur fait pas confiance. Beaucoup ont l'élan et font comme ils peuvent depuis la case du professeur, avec tout leur cœur.

Nous avons construit nos relations sur des images, qui sont des illusions. Je vous en supplie, n'apprenez pas aux enfant à s'identifier de cette manière. Ces mots sont des cages.

Dans la nature, les petits apprennent en imitant les grands. Aucun effort n'est nécessaire. Pourquoi classer les enfants par âge ? Quel est le moteur ? Et quelles conséquences ? La désintégration des liens de confiance naturels. **Un formatage à un modèle de société dans laquelle on ne prend pas soin les uns des autres**, dans laquelle on n'est pas responsable des plus vieux ou des plus jeunes, dans laquelle les enfants sont privés de la liberté de contribuer. En découlent le manque de temps, d'énormes carences sociales, l'ems, les mères en burn-out, la pénurie de psychologues, et plein d'autres.

On apprend la guerre. Avoir raison, convaincre, devenir, s'imposer, gagner, avoir du succès, être ambitieux. À fonctionner avec des pourquoi séparés. Et si le pourquoi était «prendre soin les uns des autres » ?

L'école est un processus d'identification et de catégorisation de l'individu qui le détruit intérieurement et l'isole socialement.

Est-ce raisonnable ? Vous avez 40 ans, alors vous irez tous les jours dans la salle 28 avec toutes celles et ceux qui ont 40 ans, et on vous dira quoi apprendre et quand, heure par heure. Ne va pas voir ceux qui ont 39 ans hors des pauses. Ils n'ont pas le même travail à faire que toi. Ce que tu fais est plus important. Ils sont petits.

Pendant que les plus grands enfants sont enfermés dans du béton, les parents qui s'occupent des tout petits, doivent répondre à tous leurs besoins ; dont la plupart auraient été naturellement assouvis par la présence de la vie, c'est à dire de plus grands, ou d'adultes exerçant une activité utile à eux-mêmes, aux enfants et à leur environnement. Mais ceux-ci sont, soit dans l'école de béton en train de créer des contextes artificiels pour une catégorie d'enfants, soit en train de répondre à des besoins qui souvent ne sont ni les leurs, ni ceux de leurs proches, ni ceux de leur environnement.

Les jugements qu'on porte aux enfants annihilent tout élan. L'enfant devenu « élève » se compare et perd la lumière dans ses yeux. Pour survivre, il est obligé de se créer un personnage, une carapace. Cette carapace permet le refoulement des émotions, leur intériorisation, l'acceptation et la perpétuation de la violence systémique.

Nous n'avons pas le droit de toucher ainsi à leur innocence. Ils ont un élan naturel à contribuer, à nous de leur proposer des contextes dans lesquels ils peuvent le faire.

Comme disent les vieux : « *profitez, quand ils sont à l'école, c'est fini.* »

N'y a-t-il pas un sentiment d'abandon systémique qui conduit à des actions contraires à notre nature ?

Et si nous répondions à nos propres besoins et à ceux des autres simultanément, plutôt qu'aux uns et aux autres alternativement ?

Il y a une sorte de tour de magie dans **le dogme de l'économie**. Une puissante illusion dans laquelle nous sommes certains qu'il n'existe pas d'autre manière de satisfaire les besoins individuels et collectifs que de vendre et acheter des biens et des services, de segmenter le temps en répondant à nos besoins alternativement et séparément.

Nous sommes déshumanisés et divisés. Prisonniers du temps et des formes.

N'avez-vous pas l'impression d'abandonner les enfants ? Cela ne vous rend-il pas triste ? Et si vous le ressentez, pourquoi ne le dites-vous pas ? Par conformisme ? Par peur du jugement ? Peur de l'isolement ? De la punition ? Qu'on vous retire la garde de vos enfants ? Ces peurs sont celles d'enfants qui ont été enfermés dans des murs de béton. Des peurs d'enfants qui ont été abandonnés.

Nous ne sommes pas libres, notre vie est effort. Est-ce ce que nous voulons pour eux ? Qu'ils se plient, qu'ils deviennent aussi apeurés et blessés que nous ?

L'école ne peut être bien intentionnée. Ni aucune forme nommée. Seul, un cœur qui aime le peut. L'école conforme et prépare l'enfant à la soumission et à l'obéissance. Elle moule l'enfant. Elle est un prisme qui sépare la lumière en couleurs, qui divise l'humanité en petits et grands, professeurs et élèves, en secteurs professionnels, en pays, partis, etc. Et les personnes impliquées, persuadées de n'être qu'une couleur, perpétuent l'institution et le système économique sans le vouloir et sans pouvoir faire autrement.

Et si l'école était un concept qui nous sépare de la vie ? Et si nous arrêtions de fabriquer des cages ? Et si nous utilisions un peu de notre temps libre à faire ensemble, adultes, enfants et aînés, dans l'intention de créer un patrimoine ou patrimoine ou "humanimoine" commun ? Peut-on en finir avec la culture hors sol ?

Et si nous étions capables d'être autonomes, localement, ensemble ?

Et si d'actions communes d'individus réunis émergeait une nouvelle culture ?

Mon travail de parent, c'est de mettre les enfants en sécurité. Tous les enfants. Je vois un grand danger planer sur eux. Il y a énormément de violence, et une accélération. Si l'on ne prend pas le temps d'observer ce

phénomène, il y aura encore plus de souffrance.

Les formes sont et perpétuent une illusion de séparation. C'est une chose qu'il me semble utile de questionner avec les enfants. Peut-on faire confiance aux formes ? La forme est comme une ligne qui sépare « nous » (c'est à dire une identification collective) de « eux », dont font souvent partie les gens que j'aime. Il y a là la source d'une grande violence, la source de la guerre. Qu'il s'agisse de marketing ou de stratégie de communication, il me semble utile de se rendre compte que l'action et la communication issues des formes sont schizophréniques, et que d'organiser notre temps autour d'elles, rend nos relations toxiques.

Un exemple de la communication des formes est celle d'une école alternative. Certaines des personnes impliquées souhaiteraient agir sur la violence systémique et proposer un autre modèle que celui où l'on reste assis sur une chaise. Pour des raisons évidentes, la forme ne communiquera pas sur les vraies innovations possibles qui remettent en question le fonctionnement de l'institution. De la même manière, l'image d'une association de parents qui souhaitent reprendre la responsabilité de l'éducation de leur enfant (« école en liberté ») doit être forte, sérieuse, conforme. Donner une autre image nuirait à l'intérêt de ses membres. On ne peut pas être en désaccord avec la stratégie de l'État. Seul, je peux.

En Valais, l'État reçoit beaucoup de demandes de déscolarisation, de la part de parents qui n'ont pas confiance. Combien ? Impossible de le savoir, car ces chiffres sont gardés secrets. L'institution ne peut se remettre en question. Seul, un individu le peut. Je ne blâme personne, c'est la systémique de la forme.

Si l'on divise la population mondiale en groupes de 12 personnes voisines les unes des autres, qu'on leur donne un peu de temps pour s'observer, et qu'on leur demande d'élire (avec une élection sans candidat par exemple) non pas la personne la plus sûre de ses opinions et capable de convaincre, mais la personne la plus humble et la plus sage (celle qui sait qu'elle ne sait pas, celle qui est à l'écoute), que les personnes élues se regroupent à un échelon plus élevé de sagesse dans un groupe de 12, et ainsi de suite jusqu'à former un cercle mondial des personnes les plus détachées qui soient, il suffirait de 8 ou 9 élections pour arriver à un cercle de sages mondial capable de réfléchir et de proposer des solutions de paix sans l'illusion des formes. Un cercle de celles et ceux qui parlent le moins.

Possible ou non, la remise en question du système politique et économique fait partie intégrante de l'éducation, non seulement de manière théorique, mais dans la relation et l'exemple.

Nous pensons savoir, et depuis là nous voulons éduquer. Or nous ne savons pas et nous sommes dans un cul de sac, pris dans de multiples

sentiments d'urgences, ce qui augmente la violence et la séparation. Chaque cause urgente alimente la peur, dissipe l'énergie créative et réduit la liberté. **La plupart de nos actions sont issues de notre conditionnement, et sont gouvernées par la peur.** Pouvons-nous remettre en question les fondations sur lesquelles nous construisons de plus en plus vite ?

Les cases ou cages sont la matérialisation de limites psychologiques, de croyances, d'identifications. Une éducation appropriée, dans laquelle on réapprend ensemble à prendre soin de soi et des autres, peut nous sortir de ce piège de temps et de peur.

Et si on supprimait toute forme de mesure (psychologique) et de comparaison ? Plus de jugement, plus de compétition, seulement la joie de cheminer ensemble vers notre libération, instant après instant, sans aucune attente ?

La fin ne justifie pas les moyens. Les moyens matérialisent la fin. Tout se passe maintenant. Si notre préoccupation est de vivre un présent doux, dans l'observation et l'écoute, les souffrances nous guident vers une action juste et intègre. Sans aucune attente ou projection.

Nous avons besoin d'espaces de silence et d'observation.

Chaque être humain, quel que soit son âge, a besoin de temps pour être, et de temps pour être et faire ensemble. Peut-on envisager un espace d'apprentissage dans lequel, par exemple, la moitié du temps de travail est vouée aux apprentissages autonomes, et l'autre moitié à des apprentissages intergénérationnels au travers d'actions justes ?

Ce que j'entends par une action juste, c'est une action qui peut commencer immédiatement, sans attentes, et qui répond à la fois à mes besoins et à ceux de l'ensemble de l'humanité. À ceux du « professeur », des « élèves », et de tous les autres, simultanément.

C'est comme s'il y avait un blackout, mais sans l'urgence. Que ferais-je et que ferions-nous si nous ne pouvions plus compter sur le système d'exploitation ? J'insiste sur le mot exploitation.

Nous nous sommes rendus ultra dépendants. Ce que nous appelons école pourrait être un tel laboratoire d'autonomie, si nous reprenons confiance.

Beaucoup de parents confient leur enfant à contre cœur. Pourquoi leur présence et leur contribution sont-elles interdites ?

Quelque chose d'autre est possible, si notre intention est de nous soutenir pour sortir de la prison du temps moderne.

Au début, on ne se sent pas les compétences pour agir. C'est l'effet du prisme.

Et si l'école n'était pas séparée de la vie, ni le travail ? Et si l'être humain était bon ? Qu'est-ce qu'il ferait de son temps libéré ?

Est-ce que je veux que les enfants arrivent à l'âge adulte avec une forte image de soi et des concepts théoriques, ou avec une maison autonome, un jardin, une forêt pas loin et une pensée libérée forgée par l'expérience de la vraie vie au travers de vraies relations avec des personnes qui ne portent pas de masque, et qui plus est, qui potentiellement restent autour d'eux puisque l'apprentissage ne finit qu'avec la mort ?

Propriété privée ou droit d'usage ? Et si ils avaient un lieu où vivre, qu'on ne pourrait pas leur prendre, car il appartiendrait à l' "humanimoine" ? Et si l'on faisait converger des ressources pour le créer, sans ne rien enlever à personne ? Seulement donner ? Comme on donne pour l'humanitaire ou la croix rouge ? Nous sauver nous-mêmes ?

Et si l'énergie gaspillée se focalisait pour rendre les enfants autonomes et confiants ?

Je souhaite aux enfants d'être capables de répondre eux-mêmes à leurs besoins, ensemble, localement. D'être réellement indépendants et souverains.

Nous avons la terre, nous avons un corps. Le reste ne dépend que de nous.

Il y a l'histoire de la grenouille qui se laisse bouillir si la température de l'eau monte progressivement. Je crois que nous sommes dans la casserole.

Il y a aussi l'histoire du bébé éléphant que l'on attache à une cordelette. Il tire, tire, tire, puis se résigne. Une fois grand et fort, il reste attaché à cette minuscule cordelette car il a perdu confiance.

On se réunit pour en parler ?

Quand un enfant pleure, j'écoute.

Bonnes fêtes,

Alain
pour **Etiks Café**
artisansdulien.ch/contact

Envoi personnel du 15/11/2022 d'un article par Julien pour *Les Lignes Bougent*

Site : leslignesbougent.org

BATTERIES RENOUVELABLES : ALTERNATIVE AU LITHIUM ?

Des carapaces de crabe pour fabriquer des batteries renouvelables

Source : blog.leslignesbougent.org/des-carapaces-de-crabe-pour-fabriquer-des-batteries-renouvelables

Les crustacés comme les crabes, les homards, les araignées de mer ou encore les crevettes disposent d'une carapace dans laquelle se trouve une substance appelée la chitine. On la trouve également sur le tégument, c'est-à-dire l'enveloppe protectrice, des insectes ou encore sur certains champignons et lichens.

L'industrie agro-alimentaire en produit également sous forme de déchets.

Cette substance organique azotée ne représentait aucune valeur marchande jusqu'à présent.

Mais des chercheurs du Maryland aux États-Unis sont parvenus à utiliser une substance dérivée de la chitine, appelée chitosane pour faire fonctionner des batteries électriques.

En ajoutant à la chitine un mélange d'eau et d'acide acétique qui est le principal composant du vinaigre, les chercheurs ont obtenu du chitosane. Il s'agit d'un simple gel. Mais il a la particularité de conduire l'électricité. Cela pourrait supprimer la dépendance qui existe aujourd'hui à l'égard du lithium.

En effet, la plupart des batteries utilisées dans l'électronique portable utilisent aujourd'hui ce métal.

De même les batteries de voitures électriques utilisent du lithium.

Or le chitosane pourrait être utilisé avec du zinc, un métal beaucoup plus répandu que le lithium et bien plus facile à recycler.

Les chercheurs du Maryland ont ainsi produit un prototype de batterie qu'ils estiment plus sûr et moins cher que les batteries au lithium. Ils estiment par ailleurs que leurs batteries seraient fiables et efficaces. En effet, le prototype mis en avant pourrait être rechargé plus de 1000 fois. Ce serait donc une alternative crédible au lithium dans des domaines comme l'éolien ou le transport. Les chercheurs estiment par ailleurs que leurs batteries seraient biodégradables. Enfouis dans la terre, les différents composants de la batterie s'y fondraient. Seul le zinc resterait mais il peut être récupéré et recyclé.

Une bonne nouvelle pour le marché automobile ?

Pour l'Europe, cette découverte arrive à point nommé puisque le **Parlement européen a récemment voté un texte visant à interdire les voitures thermiques à partir de 2035**. La Californie a également pris une décision allant dans ce sens.

Or, si l'ensemble du parc automobile européen devait se renouveler pour devenir électrique, cela mettrait une pression accrue sur le lithium dont le marché est déjà tendu. En effet la demande en métal blanc a explosé ces dernières années et il faudra que la filière s'organise très vite pour répondre à la demande.

L'existence d'une alternative au lithium, si elle se confirme, est donc une bonne nouvelle pour tout le monde :

- les industriels parviendront à faire basculer le marché de la voiture thermique à la voiture électrique
- les écologistes seront ravis de mettre en avant un mode de production plus respectueux de l'environnement.
- les politiciens y trouveraient également leur compte car leur loi qui, il y a quelques mois paraissait irréaliste, pourrait finalement être appliquée.

À moins, bien sûr, que derrière cet accord sur la suppression de la voiture thermique se cache une volonté de supprimer la voiture tout court pour la plupart des citoyens...

Par les temps qui courent, tout est possible !

Vers des biens de consommation biodégradables ?

Mais le vrai intérêt de ces travaux ne se situe peut-être pas au niveau de l'énergie. L'avenir seul peut dire quel rôle exact joueront les batteries dans l'énergie de demain. Il est possible, du reste, que d'autres technologies

fassent leur apparition. Le constructeur automobile japonais, Toyota, avait par exemple lancé des batteries à base de magnésium.

Non, le vrai intérêt de cette étude et de son prototype réside dans la volonté des chercheurs de créer un bien de consommation réellement biodégradable.

Le directeur des recherches du projet, **Liangbing Hu**, aurait déclaré qu'il souhaitait à terme que tous les composants de la batterie soient biodégradables, **ce qui inclut aussi le processus de fabrication des biomatériaux**.

Si tous les chercheurs et tous les ingénieurs se mettent à penser de la même manière, cela pourrait provoquer un bouleversement dans nos modes de consommation et dans la gestion de nos déchets.

Imaginez que tous les objets de votre quotidien puissent être biodégradables depuis les piles, en passant par vos brosses à dents, vos ustensiles de cuisine et les jouets de vos enfants et petits enfants ! Tout serait construit en chanvre, en cellulose de maïs peut-être en carbone ou en graphite. Et tout serait rapidement périssable comme le bois. Vos vêtements seraient en lin, coton, laine ou chanvre. Le plastique disparaîtrait ainsi que l'aluminium. Les emballages seraient tous biodégradables rapidement. La règle serait qu'aucun bien de consommation puisse durer plus de 20 ou 30 enfouis dans le sol.

Aujourd'hui, il faut 4000 ans pour qu'une bouteille en plastique se décompose. Et cette décomposition en micro plastique est létale pour de nombreux animaux.

Il faut des centaines d'années pour le verre.

Si tout chez vous était périssable rapidement, votre composteur de quartier remplacerait le ramassage des poubelles. Les éboueurs deviendraient jardiniers. Il n'y aurait plus de poubelles mais une gestion des déchets organiques.

Quelle révolution !

Solidairement,

Julien

pour *Les Lignes Bougent*

21, Place de la République

75003 - Paris - France.

leslignesbougent.org

Pétition :

CONTRE les e-déchets, sauvons les enfants et notre planète !

leslignesbougent.org/petitions/contre-les-e-dechets-sauvons-les-enfants-et-notre-planete-2584

"Notre dépendance croissante à la technologie génère de plus en plus de e-déchets : c'est un véritable scandale social et environnemental.

Chaque année, nous utilisons des millions de déchets électroniques pour nos téléphones portables, nos ordinateurs, du matériel médical ou pour fabriquer des voitures.

Les enfants sont les premières victimes des e-déchets. Environ 18 millions d'enfants, principalement africains, travaillent dans les décharges électroniques.

Nous ne pouvons pas impunément polluer notre planète et sacrifier des enfants.

Des millions de vies sont entre nos mains. Réagissons !

Nous devons réduire notre consommation, favoriser le reconditionné et surtout investir dans les innovations pour que, un jour, tous nos déchets soient biodégradables."

Complément d'information :

Structure chimique et caractéristiques structurales du chitosane

rapport-gratuit.com/structure-chimique-et-caracteristiques-structurales-du-chitosane

LE CHITOSANE, STRUCTURE ET DOMAINES D'APPLICATIONS.

Des chercheurs sont parvenus à créer une batterie électrique durable à base de coquilles de crabe

neozone.org/innovation/des-chercheurs-sont-parvenus-a-creer-une-batterie-electrique-durable-a-base-de-coquilles-de-crabe

"Aux États-Unis, une équipe de chercheurs affirment avoir réussi à développer un nouveau type de batterie qui promet d'être durable. Utilisant un électrolyte obtenu à partir de coquilles de crustacés, le dispositif serait aussi performant qu'un accumulateur conventionnel.

Le recours aux énergies renouvelables est l'une des solutions incontournables pour lutter contre le réchauffement climatique. Malheureusement, l'utilisation de batteries non durables pour le stockage de l'énergie produite reste un problème majeur. « Par exemple, les séparateurs en polypropylène et en polycarbonate, qui sont largement utilisés dans les batteries lithium-ion, mettent des centaines ou des milliers d'années à se dégrader et alourdissent la charge environnementale », a expliqué Liangbing Hu, directeur du Center for Materials Innovation de l'Université du Maryland et auteur principal d'une nouvelle étude parue dans la revue Matter. L'article décrit le développement d'un nouveau type d'accumulateur qui est censé résoudre ce problème.

Le chitosane comme ingrédient principal

La principale particularité de cette batterie au zinc mise au point par Hu et ses collaborateurs réside dans le fait qu'elle utilise un électrolyte biodégradable

obtenu à partir de coquilles de crabe. L'électrolyte en question prend la forme d'un gel. Comme le rapporte notre source, il est issu d'un matériau biologique appelé chitosane, lequel se trouve notamment dans les exosquelettes des crustacés (crabes, crevettes, etc.), mais aussi dans les parois cellulaires des champignons et au niveau des enclos des calmars.

Une décomposition rapide

L'utilisation d'un électrolyte biodégradable comme celui-ci signifie que la batterie pourra se décomposer rapidement grâce à l'intervention des microbes. D'après les explications des auteurs de la recherche, l'électrolyte de chitosane qu'ils ont créé a fait preuve d'une vitesse de décomposition assez surprenante: il ne lui a fallu que cinq mois pour se désagréger complètement. « Le zinc est plus abondant dans la croûte terrestre que le lithium », a assuré Hu. « D'une manière générale, les batteries au zinc bien développées sont moins chères et plus sûres », a-t-il ajouté." .../...

Confirmation :

Batteries : des chercheurs font une incroyable découverte !

autoplus.fr/actualite/batteries-des-chercheurs-font-une-incroyable-decouverte-598861.html

"Des chercheurs des universités américaines de Houston et du Maryland ont révélé les résultats d'une enquête plutôt surprenante. Leurs recherches étaient axées concernant la problématique des batteries et comment remplacer les composants les plus nocifs qu'elles contiennent. Et contre toute attente, ils ont trouvé comment « recycler » les restes de carapaces des crustacés !" .../...

Vers une révolution pour les batteries grâce aux crabes ?

Des scientifiques ont découvert des propriétés incroyables à l'un des composants de la carapace des crabes et des crustacés en général. Une trouvaille qui pourrait révolutionner le marché des batteries.

futura-sciences.com/tech/actualites/technologie-vers-revolution-batteries-grace-crabes-100664

"Le nerf de la mobilité, c'est la batterie. Il y a celles des smartphones, des montres connectées, des tablettes, des accessoires sans fil et celles des voitures électriques. Toutes ces batteries ont un point commun, elles sont difficiles à recycler et des composants, comme le lithium, coûtent cher. Pour régler à la fois les soucis écologiques et de coûts, des chercheurs du Center for Materials Innovation de l'université du Maryland aux États-Unis ont eu l'idée d'utiliser des carapaces de crustacés, et notamment des crabes, pour créer une batterie.

.../... Dans ce cas, la pile s'était biodégradée entièrement en un mois. Mais ces batteries animées par les crustacés ont aussi d'autres atouts. Elles ne surchauffent pas, ne s'enflamment pas et ne présentent aucun risque d'explosion. Enfin, et à condition de ne pas les faire à partir de carapace de homards, leur coût de production est largement inférieur à celui des batteries Lithium-ion. Comme l'explique Liangbing Hu, le directeur du centre de recherche de l'université de

My lance dans son communiqué, la chitosane peut être obtenue simplement à partir de déchets de fruits de mer délaissés sur notre table."

--

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : jj-pat-rey.com
sous-domaine
stats-au-monde.jj-pat-rey.com